

African Center for the Study and Research on Terrorism

# African Journal



June 2010

for the Prevention and Combating of Terrorism

AFRICAN UNION . UNION AFRICAIN.  
UNIÃO AFRICANA.   الاتحاد الأفريقي

**African  
Journal**

for the Prevention and Combating of Terrorism



5 rue, Hammag Idir El Mohammadia - Alger  
Email : [admin@caert.org.dz](mailto:admin@caert.org.dz)  
Site web : [www.caert.org.dz](http://www.caert.org.dz)



◆ LA SECURITE DANS LE SAHEL  
Des enjeux Multiples, Un Défi Commun

◆ DU GROUPE SALAFISTE POUR LE COMBAT (GSPC)  
À LA QAIDA AU MAGHREB ISLAMIQUE (AQMI)

◆ AL QAEDA IN ISLAMIC MAGHREB (AQIM)  
AND THE QUESTION OF SECURITY IN WEST AFRICA



*La réalisation et le lancement de cette Revue a été rendu possible grâce à un financement du Gouvernement Espagnol, qui marque ainsi son engagement permanent aux côtés des CAERT et de l'Union Africaine dans la prévention et la lutte contre le terrorisme*



# African Journal



## **Direction des Publication :**

### **Directeur :**

- Ambassadeur R. LAMAMRA, Commissaire Paix et sécurité de l'Union Africaine

### **Responsable de rédaction :**

- Mr I.M LALLALI, Chef de l'Unité Alerte et prévention du CAERT ;

### **Rédacteur en chef :**

- Lieutenant-Colonel MOUAYA POUYI Christian Emmanuel ; Spécialiste Alerte et Prévention, Etudes, Analyses et Publications du CAERT ,

## **Comité Editorial :**

### **Président :**

- Dr L. BOUKRA, Directeur Al du CAERT ;

### **Membres :**

- Mr. E. WANE, Directeur Paix et Sécurité de l'Union Africaine
- CDR A. MULUNEH Directeur Pl de l'ICPAT/IGAD
- Dr. E. OKEREKE, Chercheur Principal au National Defense College, Abuja - Nigeria
- Mr. B.S MAIGA, Ancien Ministre de la Défense de la République du Mali
- Dr. C. ECHEVERRIA, UNED, Calle Obispo Trejo, s/n. 28040 Madrid- Espagne.



# African Journal



## Sommaire

Lettre de présentation de la revue africaine des études sur le terrorisme « African Journal on Terrorism Studies » .....	9
Editorial .....	13
<b>La sécurité dans le sahel</b>	
Des enjeux Multiples, Un Défi Commun .....	17
The recent terrorist activities in sahel-sahara area .....	25
<b>Du groupe salafiste pour le combat (GSPC) à la Qaida au Maghreb Islamique (AQMI)</b> .....	35
 <b>A n n e x e</b>	
Al qaeda in islamic Maghreb (AQIM) and the question of security in west Africa .....	61
OAU Convention on the prevention and combating of terrorism (1999) .....	83
Plan of action of the African union high-level inter-governmental meeting on the prevention and combating of terrorism in Africa (2002) .....	101
Protocole à la convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme (2004) .....	113
Modalities for the functioning of the African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT) (2006) .....	125
Information sheet the African centre for the study and research on terrorism ((ACSRT)) .....	133



# African Journal



## Lettre de présentation de la revue africaine des études sur le terrorisme « African Journal on Terrorism Studies »

Par Jean PING, Président de la Commission de l'Union Africaine

Tous les États sont unanimes sur ce point: le lien entre la paix et le développement est consubstantiel. L'Afrique en a d'autant plus conscience qu'elle endure les infortunes et affres du sous-développement et ses impacts mortifères dont la violence sous toutes ses configurations. Parmi ces formes, le terrorisme, qui a surgi au cours des années 80 du siècle dernier, comme une figure de violence particulièrement funeste, capable de mettre en danger l'existence des États et la cohésion des sociétés. A partir de ces années, l'Afrique achoppe brutalement sur l'écueil de la barbarie terroriste. Des populations sont ciblées, des personnes sont massivement assassinées, des édifices administratifs, des représentations diplomatiques, des symboles de souveraineté des États et des lieux publics sont attaqués à l'explosif et autres moyens de destruction. L'Afrique se retrouve du coup prise dans la tourmente d'une violence aveugle, perpétrée par des activistes agis par une idéologie meurtrière et des motivations aux antipodes de nos croyances et traditions multimillénaires.

Les dirigeants africains ont multiplié, à titre de riposte, les initiatives. Ces dernières ont été conçues et mises en œuvre dans l'esprit des Résolutions 49/60 (1994) et 51/210 (1996) de l'Assemblée Générale des Nations Unies et des décisions et recommandations de l'Organisation de l'Unité Africaine. Elles ont été consacrées par l'adoption en Juillet 1999, à Alger en Algérie, de la Convention de l'Organisation de l'Unité Africaine sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme en Afrique. Puis, la montée en puissance du couple Taliban -AI Qaida et ses affidés à travers le monde, les attentats du II septembre 2001 aux Etats Unis d'Amérique et d'autres agressions aussi sanglantes les unes que les autres ont provoqué une plus grande mobilisation internationale sous l'égide des Nations Unies.



L’Afrique, victime de première heure de ce fléau, n’est pas demeurée en marge de cette exhortation. Elle a redoublé d’efforts afin d’y contribuer pleinement.

Ainsi, les États africains font preuve d’une grande détermination à mettre en œuvre les Résolutions 1267, 1373, 1540 du Conseil de Sécurité et les résolutions subséquentes. Les Etats africains mettent aussi en œuvre une batterie de mesures destinées à éradiquer la menace terroriste du continent. En septembre 2002 à Alger, ils adoptent, lors de la réunion intergouvernementale de haut niveau, le Plan d’action de l’Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme en Afrique.

Ce Plan met en place un canevas d’opérationnalisation de la Convention de 1999, et prescrit, entre autres, la création du Centre Africain d’Etudes et de Recherche sur le Terrorisme. Ce Centre, sis à Alger, a été inauguré en 2006. Aux Sommets de Syrte et de Khartoum, l’Union Africaine lui fixe ses missions: Elaborer et assurer le suivi de la politique antiterroriste de la Commission de l’Union Africaine et accompagner les efforts de la lutte antiterroriste des Etats membres.

L’exécution de ces missions requiert évidemment une activité de recherche scientifique sur le terrorisme, une démarche prospective à l’endroit du phénomène afin d’en déterminer les mutations potentielles et un effort rationnel d’exploration de la réalité africaine avec ses nombreuses spécificités, malheureusement souvent absentes des grilles d’analyse que prescrivent les paradigmes dominants dans le champ des sciences sociales contemporaines

L’accomplissement de ces missions passe également par une intense activité d’information et de formation afin que les Africains saisissent mieux la dangerosité du terrorisme. C’est ainsi que les Instances politiques de l’Union Africaine ont fort opportunément décidé la création d’une revue dénommée « African Journal on Terrorism Studies », une publication



destinée à diffuser sur le continent et partout ailleurs l'expertise africaine en matière de lutte contre le terrorisme. L'année 2010 voit donc la parution de cette publication. C'est là un développement significatif que je tiens à saluer.

La revue « African Journal on Terrorism Studies» se veut une revue scientifique trimestrielle destinée à sensibiliser les Etats membres de l'Union Africaine sur la pemiciosité du phénomène du terrorisme, à initier et à diffuser des études et des analyses sur l'état de la menace terroriste et sur les capacités de la riposte africaine face à cette menace. La revue traitera également des sujets relatifs aux crimes connexes au terrorisme et aux tendances actuelles de leur évolution sur le continent. Il s'agit principalement d'initier une recherche sur le terrorisme sous un angle pratique. Aussi, le but n'est pas seulement d'apporter des réponses théoriques à des questionnements, mais d'éveiller l'intérêt des décideurs politiques aux impératifs de la lutte antiterroriste, d'informer des pratiques et des développements scientifiques réalisés par la recherche dans ce domaine. La publication est en conséquence prioritairement orientée vers la communauté du CAERT, à savoir les «Points Focaux» nationaux, sous-régionaux et internationaux.

La revue se veut également un espace de discussion, de partage de la réflexion, d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques, destiné aux responsables des services de sécurité, des organes judiciaires, des douanes, à la communauté des chercheurs, aux experts du contre-terrorisme et du crime transfrontalier, espace ouvert à tous les acteurs intervenant, à quelque échelon que ce soit, dans la lutte contre le terrorisme. J'espère qu'ils sauront tous trouver, dans ce contexte de la recherche hautement spécialisée des problèmes posés par la lutte contre le terrorisme, des réponses ou du moins des esquisses de solutions à ces problèmes et que le trait d'union que cette revue a vocation à constituer pour eux les aidera à promouvoir synergies et complémentarités.



De parution trimestrielle, la revue se présentera en 2010 en quatre numéros thématiques qui sont:

1. Le Terrorisme dans la zone Sahélo-Saharienne
2. Le financement du Terrorisme
3. Terrorisme et Crime Organisé
4. Radicalisation et Déradicalisation

La revue est dirigée par un conseil scientifique de 6 membres chargés de travailler en collaboration avec les auteurs à la relecture et la validation scientifique des articles proposés. La parution de cette revue illustre la volonté de maximiser chaque jour davantage l'impact des efforts de l'Afrique dans la lutte contre le terrorisme. J'ose espérer, chers lecteurs, que vous l'apprécierez et que vous prendrez à cœur d'y contribuer afin que les sphères de rédaction et du lectorat interagissent et s'enrichissent mutuellement.

Il est connu qu'il est plus facile de lancer une publication que de la maintenir, l'enrichir et en respecter la périodicité. Il s'agit là d'un autre défi qui s'ajoute à celui d'une exigence soutenue en matière de qualité afin qu'ultimement cette revue parvienne à symboliser cette volonté que l'Afrique partage avec de larges pans de la Communauté internationale d'opposer davantage de rationalité et de rigueur intellectuelle aux pulsions réductrices et fanatisantes qui animent l'acte terroriste pour mieux en triompher.

Mes vœux de succès et mon plein soutien accompagnent cette publication dans le parcours prometteur qui doit être le sien.



## Editorial

*Par Ramtane Lamamra, Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine*

Il est important de rappeler que les États africains déploient de grands efforts pour barrer la route au terrorisme. Ils agréent et souscrivent sans réserve aux instruments universels de lutte contre ce fléau, comme ils ont été à l'origine de nombreuses initiatives antiterroristes. La Convention sur la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme en Afrique, principal instrument juridique de cette lutte à l'échelle régionale, a été signée par 49 États sur les 53 membres de l'Union Africaine, et ratifiée par 40 d'entre eux.

Cette attitude des États membres est relayée par l'intense activité menée par la Commission de l'Union Africaine et les Communautés Economiques Régionales, qui s'investissent fortement dans la mise en œuvre des mesures et des mécanismes de riposte contre le terrorisme et les crimes connexes. Toute la mobilisation consentie et l'énergie déployée dans cette lutte sont démonstratives d'un engagement méritoire dans un continent confronté à des défis sociaux, politiques, économiques, tous cruciaux pour le cadre de vie des peuples africains et déterminants pour la maîtrise de leur devenir.

Ce n'est donc pas faute de prise de conscience ou de stratégie de riposte que le terrorisme gagne du terrain; ses proliférations métastasiques contaminent toujours plus d'espace. Il mue et s'acclimate, pour mieux subsister. Mais, il faut pourtant relever que les attentats spectaculaires, suivis de communiqués triomphalistes, qui ponctuaient le quotidien et rythmaient une chaude actualité, il y a encore quelque temps, ont presque totalement disparu. Tout le monde s'accorde sur un point: les stratégies nationales de lutte antiterroriste ont mis à mal les organisations terroristes en Algérie, en Tunisie, en Egypte, au Kenya, en Tanzanie, et ailleurs en Afrique, où elles s'employaient à faire plier les Etats et à terrifier les populations, prenant en otages les programmes de développement et mettant à rude épreuve l'esprit avancé de la démocratie et de la bonne gouvernance.



L'échec des groupes islamistes armés rivés sur les lattes de la dimension stato-nationale est à l'origine de leur conversion en acteur transnational incarné par Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI). Cette mutation s'est traduite par sa fixation dans la zone sahélienne. Ce redéploiement pourrait s'expliquer par trois raisons principales:(1) la recherche de zones refuges caractérisées par un faible maillage sécuritaire et une présence insuffisante des organes des États; (2) la quête de nouvelles sources de financement (3) le besoin de conquérir de nouveaux espaces de recrutement pour les besoins d'une confrontation planétaire avec autrui.

L'Afrique est donc puissamment interpellée à l'effet de prendre en charge le phénomène terroriste en mettant en place les ressorts d'une riposte capable d'enrayer ces redéploiements tant la menace prend, de jour en jour, plus d'acuité et d'envergure. Cette réponse devrait nécessairement inclure:

**1** des mesures de renforcement des capacités nationales de lutte contre le terrorisme;

**2** des mesures de coopération à l'échelle sous-régionale, incluant des processus de coopération, d'actions concertées et d'échange d'informations entre les États de l'espace sahélo-saharien, comme entre ceux de la Corne de l'Afrique face à cette tendance du conflit somalien à faire du pays un point d'appui du terrorisme international et de la piraterie maritime ;

**3** des mesures afin de casser la relation entre le terrorisme -et le crime organisé (trafic de drogues, d'armes légères, d'êtres humains, de matières premières...), autre défi sécuritaire en pleine dilatation dans des régions telle que l'Afrique de l'Ouest qui est la cible d'une « narcotisation » pernicieuse.

Pour cela il est nécessaire que les États mettent en œuvre, non seulement des stratégies de lutte interne qui prennent en compte leurs spécificités nationales, mais également intensifient la coopération sous-régionale,



régionale et internationale, et tirent le meilleur parti des instruments onusiens, notamment de la Convention contre la criminalité transnationale organisée de Palerme et la Résolution 13 73 du Conseil de Sécurité, qui établit un lien étroit entre crime transnational organisé et terrorisme international, ainsi que des instruments continentaux et sous-régionaux (Conventions sur l'élimination du Mercenariat en Afrique de juillet 1977, la Prévention et la Lutte contre le Terrorisme en Afrique de juillet 1999, la Prévention et la Lutte contre la corruption en Afrique de juillet 2004...), et des différentes initiatives opérationnelles menées avec des partenaires internationaux. Au delà, il est également de la plus haute importance que l'Afrique marque de l'empreinte de ses préoccupations la trame de l'action internationale contre le terrorisme. Un consensus international authentique consacrant la «criminalisation» du versement de rançons à des groupes terroristes contre la remise en liberté de ressortissants pris en otages sera un test de vérité à cet égard.

L'année 2010 a été proclamée «Année de la Paix et de la Sécurité en Afrique». Au delà du volontarisme que porte cette décision éminemment politique, il y a là un engagement renouvelé à parachever l'opérationnalisation de l'architecture africaine de paix et de sécurité dont le CAERT est l'une des composantes, ainsi qu'à redoubler d'efforts pour une prise en charge appropriée des menaces, anciennes et nouvelles, qui affectent la sécurité et la stabilité du continent. Beaucoup d'efforts ont été faits et des résultats remarquables ont été enregistrés. Le phénomène du terrorisme qui est entré par effraction dans l'Agenda de paix et de sécurité de l'Afrique n'est ni mineur ni accessoire dans la gamme des crimes transfrontaliers constituant une menace à la souveraineté des États et une violation à grande échelle des droits de l'homme et des peuples. En tant que tel, il doit être prévenu, contenu, combattu et éliminé par l'Afrique elle-même en coopération étroite avec le reste de la Communauté internationale.

Ce premier numéro de la Revue Africaine sur le Terrorisme s'inscrit dans cette perspective. En tant que moyen conceptuel de sensibilisation, de



mobilisation et de lutte contre le terrorisme, cette Revue vient opportunément combler un vide et répondre à des besoins. Il faut lui souhaiter de remplir pleinement sa mission et de survivre au phénomène du terrorisme à la faveur d'un travail de longue haleine captant et capitalisant les conquêtes de la raison sur le fanatisme et les avancées de la convivialité au détriment de l'intolérance, ainsi que la victoire inéluctable de la dignité et de la valeur de la vie humaine.



## LA SECURITE DANS LE SAHEL Des enjeux Multiples, Un Défi Commun

*Soumeylou Boubèye MAIGA  
Ancien Ministre Malien des Forces Armées  
Et des Anciens Combattants*

Mars 2010

La dégradation de la situation socio-sécuritaire dans l’Espace Sahélo-Saharien met en évidence la collusion entre les réseaux de la criminalité internationale et ceux du terrorisme islamiste incarné par AQMI qui s'est incrusté dans le Nord Mali, à partir duquel il rayonne dans toute la Bande Sahélienne, projetant ainsi la région dans le champ de confrontation globale de la mouvance Jihadiste internationale.

Cette imbrication de facteurs pèse sur la cohésion sociale des différents pays qui ne parviennent pas, pour autant, à construire une unité d'action qui leur permettrait de faire face de manière cohérente et efficace à la menace sécuritaire et aux situations conflictuelles grandissantes, et de trouver une articulation avec les politiques de coopération sécuritaire des entités régionales et internationales.

### I. UNE VULNERABILITE HISTORIQUEMENT LIEE A UNE IMBRICATION DE FACTEURS INTERNES ET EXTERNES

- ◆ « Unité Territoriale» de fait en raison de :
  - L'extrême étendue des territoires, de la configuration géographique rude, ayant un très faible peuplement et des frontières poreuses.
  - L'interpénétration et l'emboîtement des pays.
  - L'homogénéité identitaire des zones transfrontalières.
- ◆ Une vaste zone grise née de l'érosion et de l'absence de pouvoir :
  - Point de jonction entre plusieurs marchés fonctionnant en dehors ou en marge des circuits officiels de l'Etat.



-Théâtre de trafics multiples et d'une criminalité transnationale : drogue, armes, immigration clandestine, racket, kidnapping.

- ◆ Une conflictualité quasi-généralisée alimentée notamment par :
- Les tensions de type Centre/Périphérie dominant la géopolitique interne de plusieurs pays.
- La fragilité des systèmes démocratiques.
- La permissivité, la faiblesse et/ou l'effondrement des institutions étatiques.
- L'instrumentalisation des différences identitaires.
- La militarisation de la société civile.
- La lutte pour le contrôle des ressources et la criminalisation des circuits économiques et financiers.

## II. UN INTERET GEOSTRATEGIQUE NE D'UNE DOUBLE REEVALUATION

En premier lieu, le 11 Septembre 2001 a conduit à une réévaluation du statut géostratégique de l'Espace Sahélo-Saharien, de la part des occidentaux en général, des Américains en particulier.

Par sa situation géographique et par les liens historiques et culturels, la précarité et la vulnérabilité de ses populations, par la faiblesse et la corruption de ses institutions étatiques, l'ESS est apparu à la fois comme :

- ◆ Une Passerelle vers d'autres régions d'importance vitale notamment dans l'approvisionnement énergétique (Golfe de Guinée, Maghreb, Moyen Orient);
- ◆ Un Réservoir de recrutement pour les Jihadistes, notamment grâce à la présence d'ex-combattants libérés par les situations post-conflits et autres vétérans de la Légion Islamique, ayant fait leurs armes au Liban, en Irak, en Afghanistan, etc... et ayant conservé des liens avec la mouvance Jihadiste.



- ◆ Un Sanctuaire.

D'où les dispositifs (Pan Sahel, TSCTI) visant à renforcer les capacités des pays concernés dans la surveillance des flux transfrontaliers mais aussi à répondre aux préoccupations sécuritaires des USA dans le cadre de la doctrine de protection avancée de leur territoire et de sécurisation de leur approvisionnement énergétique.

Deuxièmement, les revers subis par le GSPC sur le plan militaire et l'affaissement progressif de son discours politico-religieux l'ont amené à se déterritorialiser et à faire allégeance à Al Qaïda, se donnant ainsi une nouvelle perspective et ouvrant à la mouvance islamiste radicale une incrustation territoriale au cœur d'une région majoritairement musulmane (mais non Jihadistes) ainsi projetée dans un champ de confrontation mondiale.

Du reste, cette évolution s'inscrit dans des relations qui remontent à la fin des années 90, quand Ben Laden lui-même a accordé son onction à Hassan Hattab, faisant du GSPC son principal point d'appui dans le Sahel.

L'ESS est ainsi devenu au fil des années, en raison de l'absence d'un contrôle étatique global:

- ◆ Une base logistique : formation, repli pour les différents mouvements islamistes de la région (Mauritanien, GMPC, GICC, Talibans Nigérians entre autres), ravitaillement en armes et matériels divers, organisation de filières d'acheminement de combattants, de fonds et d'armes vers différents pays...
- ◆ Un foyer d'expansion : à travers les liens avérés avec des éléments extrémistes infiltrés dans la Dawa et agissant sur un axe Kidal – Maradi – Katsina – Kano – Kaduna...



- ◆ Un espace de collusion entre réseaux terroristes et mafieux : utilisation des mêmes infrastructures pour le narcotrafic, les prises d'otages entre-autres.

L'augmentation des capacités de AQMI dans la région, en raison notamment des ressources financières et du « prestige » tirés des différentes prises d'otages, laisse présager un accroissement du niveau de la menace, avec l'objectif de transformer l'ESS en théâtre de violence et non plus seulement comme base de soutien, à mi-chemin entre le statut de sanctuaire et celui de terre de combat.

D'autant plus que la tendance à la détérioration de la situation sécuritaire risque de s'accentuer du fait d'un engagement inégal des Etats de la Région dans la lutte contre AQMI, d'une faible concertation (encore moins de coordination) opérationnelle entre eux alors même que les perspectives énergétiques dans le Sahel (pétrole – gaz – minerais dans le Corridor Mauritanie – Tchad, Gazoduc Nigéria – Algérie) vont « offrir » de multiples cibles (infrastructures et personnels) aux terroristes.

### **III. PERSPECTIVES DE LA COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE**

La dégradation de la situation sécuritaire est fondamentalement liée à la problématique de l'islamisme radical qui est une menace stratégique pour les Etats et les Sociétés. En effet, en tirant son inspiration du salafisme, l'islamisme radical est aujourd'hui la principale source de contestation par la violence et la terreur des valeurs démocratiques dominantes, visant à détruire les bases de la cohésion, de la stabilité et de l'évolution positive de nos sociétés. Par son incrustation au cœur de la sphère musulmane du continent, AQMI a au moins deux objectifs :



- ◆ Idéologique par la récupération de la fonction protestataire en vue de fusionner Jihadisme et contestation socio-politique ; comme on l'a observé dans certaines mouvements sociaux qui se sont déroulés dans quelques pays.
- ◆ Opérationnel, avec l'ouverture d'un nouveau front contre les Apostats et les Impies, pouvant servir de point de ralliement pour les différents groupes islamistes des pays de la Région (Mauritaniens, GMPC, GICL, Talibans Nigérians, etc.).

L'inaction et les ingérences sont des sources de radicalisation.

Le caractère trans-étatique de la menace et des acteurs nécessite une réponse collective, coordonnée dans le cadre d'un PARTENARIAT STRATEGIQUE entre les pays de la Région pour faire du Sahel un Espace Commun de Défense et de Sécurité, mais aussi de Stabilité et de Développement.

La Riposte aux actions des réseaux mafieux et terroriste doit prioritairement reposer sur :

- ◆ Une convergence dans la caractérisation de la menace sous la forme d'un Accord Politique servant de support à la nécessaire unité de doctrine pour un engagement sans ambiguïté contre les réseaux terroristes et mafieux.
- ◆ La réorganisation, le renforcement et la mobilisation de l'ensemble des démembrements de l'appareil sécuritaire, militaire et judiciaire de chaque Etat.
- ◆ La Mise en commun des capacités sécuritaires des pays de la Région, en particulier dans les espaces-frontières.
- ◆ Une Riposte Multiforme et inscrite dans la durée.



La Coopération Sécuritaire doit s'étendre :

- ◆ Aux investigations judiciaires,
- ◆ A la détection et à la répression des transactions financières suspectes,
- ◆ A la recherche et à l'analyse du renseignement,
- ◆ A l'instruction et aux opérations militaires.

Une telle approche devrait, à terme, ouvrir la voie à la mise en place d'une structure novatrice et plus adéquate, de sécurité collective qui pourrait prendre la forme :

- ◆ d'un centre régional d'instruction et de commandement

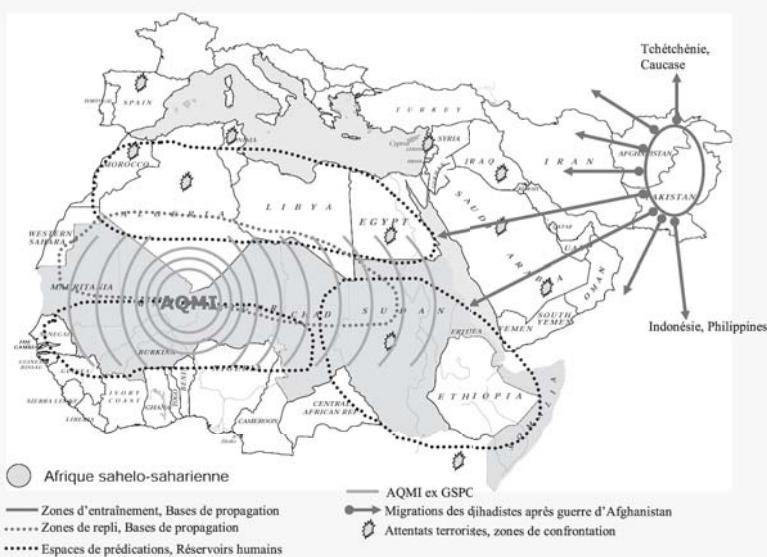
**Un tel Centre serait un cadre approprié pour :**

- ◆ L'élaboration d'une véritable unité de doctrine ;
- ◆ Pour une intégration plus poussée des capacités ;
- ◆ Et pour une meilleure articulation avec les dispositifs des partenaires extra-africains.

Les mesures sécuritaires n'étant pas suffisantes à elles-seules à instaurer durablement la stabilité et le développement, il conviendra de donner plus de liberté et de responsabilité aux populations et aux collectivités territoriales, dans le cadre du pluralisme républicain et d'insérer les zones sahélo-sahariennes dans les circuits économiques officiels et formels au sein de chaque Etat et dans les relations inter-étatiques.



Une incrustation au cœur de la sphère musulmane du Continent qui constitue une menace stratégique contre les Etats et les Sociétés



Soumeylou Boubèye Maïga



# African Journal



## THE RECENT TERRORIST ACTIVITIES IN SAHEL-SAHARA AREA

*Dr. Carlos ECHEVERRÍA JESÚS*

*Professor of International Relations at the Open University-UNED,  
Madrid*

*Analyst on Jihadist-Salafist Terrorism at Strategic Studies Group (GEES),  
Spain*

### **1. Introduction.**

Al Qaida in the Islamic Maghreb, known by the French language acronym AQMI, is mainly the Salafist Group for Preaching and Combat (GSPC, in its French acronym), an Algerian-based group that joined the Al Qaida network on September 11th, 2006. The GSPC was founded by Hassan Hattab after splitting off from the mainstream Islamic Armed Group (GIA, in its French acronym). Hattab was deposed as the GSPC's leader in 2001 and succeeded by Nabil Sahraoui, who declared in 2003 the Group's allegiance to Al Qaida. In 2004 Algerian security forces killed Sahraoui and Abu Musab Abdel Wadoud (aka Abdelmalek Drukdal) became the new leader until the present.

Between September 2006 and February 2007 the GSPC changed its name to AQMI. It conducts terrorist attacks mainly in Algeria but it is also crossing the country's porous desert borders for spread violence in the Sahel-Sahara area. Most of the vast Algeria territory consists of the Sahara desert but most of its population is concentrated in the northern coast strip. The various terrorist groups acting in Algeria since the 1980s – Mouvement Islamique Armé (MIA-Bouyali), Armée Islamique de Salut (AIS), Groupe Islamique Armé (GIA), and the GSPC, among others – emerged and acted in the northern strip until the GSPC, that was born by inspiration of Al Qaida in February 1998, started to explore the potentialities provided by the deep south of the country and neighbouring Sahel.



The Sahel is the southern boundary of the Sahara and is connecting the Maghreb and Sub-Saharan Africa. This strip is vast (3,8 million of square kilometers) and remains volatile in security terms. The Sahel can be defined as a “dead space”, a paradise for terrorists as it was and remains for other criminal gangs. Vast spaces in northern Mali, Mauritania, Niger and southern Algeria are being used by AQMI not only as a safe heaven but also as an area of operations where killing Mauritanian, Algerian or Malian military and police and, since 2003, ransoming kidnapped Westerners to finance its operations. In parallel they develop ideologically committed terrorists throughout its propaganda branches and its mobile training camps in the area. In this effort, northern Mali is being used as the most important support base, a frustrating situation that is demanding for an urgent national and multinational response.

The Sahel has become central in the AQMI intent to expand its activism from Algeria to other Maghreb, Sahel, and even European countries. In Europe the former GSPC and AQMI now have financial and logistical networks. AQMI elements in Europe are collecting money, faking papers, giving safe heaven, providing indoctrination and radicalization and sending people to the Maghreb and the Sahel for training.

## **2.Defining elements of the Sahel.**

The interaction between southern Algeria and northern areas of Mali and Niger is due not only to geography but mainly to history and politics.

Algeria has traditionally been a mediator in the conflicts between Tuareg groups, mainly the Mouvement et Fronts Unifiés de l’Azaouad (MFUA), and the Bamako authorities. Algiers has also supported as mediator the authorities in Niamey in order to face similar challenges. Tuareg revolts started in the 1950s in the area. Between 1995 and 1998 significant numbers of refugees based in Algeria returned voluntarily to Mali, and in March 1997 the Malian government destroyed thousands of small arms handed over by ex-combatants. It was the result of an agreement reached



in August 1994 between Mali and the rebels with the mediation of the Algerian authorities. Since 1996, the Interior ministers of Mali, Mauritania and Senegal initiated contacts in order to approve common measures against the emerging movement of terrorists, arms and drugs in the area. Additional Tuareg revolts, the latter in 2006, have very much affected the implementation of this sub-regional approach of security cooperation.

In neighbouring Niger a number of peace accords have been signed between the government of Niamey and various armed opposition groups since 1995. Nevertheless, clashes involved some groups in the territories of Chad, Burkina Faso and northern Nigeria in that time. Since 1997 thousands of refugees returned to Niger from Burkina Faso and Algeria, a number of rebel groups surrendered their weapons stocks and peace ceremonies were held in places such as Agadez, most of them also facilitated by the Algerian mediation.

During the last decade border security issues have dominated regional relations in the area due to the fact that most of the so-called “new risks” – illegal immigration, drug trafficking, arms and cigarettes smuggling or money laundering – are confronting this countries with sensitive challenges. The weakness of the peace and reconciliation agreements signed in the 1990s and the projection of Jihadist groups have contributed to create an attractive “dead space” for Al Qaida. The emergence of this activism was detected by the US intelligence services in the afterwards of the Al Qaida’s dispersion since the Afghan save heaven was lost at the end of 2001. In the afterwards of the September 11th, 2001, attacks Al Qaida’s leadership began looking for safer places to relocate and the Sahel-Sahara zone emerged. The US launched its Pan-Sahel Initiative (PSI) in 2002, allowing the transfer of skills to military teams in Mauritania, Niger and Mali.

Since 2003, the GSPC had emerged as an umbrella for Jihadist factions in neighboring countries, sponsoring training camps in the Sahel-Sahara and supplying streams of fighters to wars in Iraq, Chechnya or Afghanistan.



On September 11th, 2003, the leader of the GSPC, Nabil Sahraoui, posted a statement on the Internet pledging the Group's allegiance to Al Qaida for the first time. In that time the GSPC had become an actor in the Sahel and a branch of this terrorist group led by Abderrazak Saïfi (aka The Parachutist) kidnapped 32 European tourists who penetrated from Libya to Algeria and reportedly received a \$5 million ransom from the German government for their release after six months of suffering. In 2004 the Chadian Army killed 28 GSPC members and arrested Saïfi in the Tibesti region. Saïfi, who had inaugurated the infiltration of permanent terrorist cells in the Sahel and got married with two Tuareg women, was released to Libya and Muammar El Gaddafi sent him to Algiers. Since October 2004 he is in jail in Algiers.

In 2005 the Trans-Saharan Counterterrorism Initiative (TSCTI), a new and more ambitious effort than the Pan-Sahel precedent, and in fact an updating of the PSI, was launched as a strong contribution to prevent the establishment of basis in this area of Africa by terrorists. This five years program will have a broader scope. Both the PSI and the TSCTI have been conducted from the US Military Command in Europe (USEUCOM), Stuttgart. In March 2005, the leader of the GSPC, Abu Musab Abdel Wadoud (aka Abdemalek Drukdel) issued a statement praising Osama Bin Laden. On June 5th, 2005, 17 Mauritanian soldiers were killed in Lemgheity, in the north-east of the country, during an attack of almost 150 terrorists of the GSPC. In 2006 an amount of \$80 million was spent in the context of the TSCTI and \$115 million in 2007. On February 2nd, 2007, the US four stars General William Kip Ward, in that time the Deputy USEUCOM, chaired in Dakar a meeting of the Chiefs of Staff of the Maghreb and the Sahel countries plus Nigeria. Similar meetings had been held before and have been held until now, and General Ward is the Head of the US Military Command in Africa (USAFRICOM) since October 2008.



### **3.The increasing activism of AQMI in recent years.**

On September 11th, 2006, Ayman Al Zawahiri declared that Al Qaida had joined forces with the GSPC to “crush the pillars of the crusader alliance”. This Zawahiri’s videotape noted that Osama Bin Laden had given his personal approval to the “blessed union” between the GSPC and Al Qaida. Al Qaida provided the GSPC with ideological support and the Al Qaida’s embracing of the GSPC in September 2006 provided the Bin Laden’s group with the logistical network of the Group in the Maghreb, the Sahel and Europe.

With Al Qaida’s support the GSPC became the regional coordinator of Jihadist groups of other Maghreb countries and was transformed into a global threat with cells and operations far from the Maghreb. In addition, the GSPC had imported skills from Jihadist veterans in Iraq and Afghanistan. A raid made by US forces in Sinjar, a northern Iraqi village closed to the Syrian border, in October 2007, provided details on the home countries of more than 700 foreign fighters who were brought into Iraq between August 2006 and August 2007: among the Maghrebians there were 137 Libyans, 64 Algerians, 50 Moroccans and 38 Tunisians. All of them had been sent to fight against the US forces and their allies by the GSPC and AQMI logistical networks.

The Al Qaida’s objective of having a base in the Sahel was implemented profiting the previous GSPC presence in the strip. In addition, the “blessed union” GSPC-Al Qaida was reflected in more ambitious terrorist actions in and out of Algeria.

In December 2006 AQMI bombed a bus carrying workers with an affiliate of the US company Halliburton in the Bouchaoui forest, in the surroundings of Algiers. Between December 2006 and January 2007 more than 20 Jihadist terrorists were killed by Tunisian security forces. On April 11th, 2007, two suicide attacks killed 33 people in Algiers. On July 11th, 2007, a suicide terrorist killed 10 military personnel in the surrounding of the



Algerian capital. In December 2007 AQMI killed four French tourists in Mauritania. Also in December 2007 AQMI launched a double attack in Algiers with two suicide terrorists attacking simultaneously the UN and the Constitutional Court buildings, killing 41 people and wounding 170 others. Among the 41 who died there were 17 UN civil servants. Also in 2007 Morocco suffered suicide attacks, in Casablanca and in Meknes, and that year the GSPC-AQMI propaganda very much focused on the presence of a member from Tangiers (aka Abu Al Bara) in the 16-members' Majlis Essoura.

Since 2008 terrorist activities increased in the Sahelian strip. In September 2008 a patrol of the Mauritanian Army was attacked in Tourine killing 12 soldiers. This attack was a reminder of the Lemgheity massacre and an additional terrorist action in a country very much affected by affairs such as the Rally Dakar cancelation, the attack against the Israeli Embassy and other criminal activities. AQMI operated training camps in the area recruiting candidates from Algeria and its bordering countries but also from Europe. The training camps were described as small and temporary (between 48 and 72 hours), consisting of four-wheel-drive vehicles and a few instructors who taught bombmaking and guerrilla tactics. An additional area to which AQMI is paying attention is the kidnapping of Westerners. On February 22nd, 2008, an Austrian couple was kidnapped in southern Tunisia. They, together with two Canadian diplomats kidnapped in December 2008, spent months in the hands of the AQMI and were all released in northern Mali. Four additional Westerners were kidnapped at the beginning of 2009. Economic ransoms and prisoners release became familiar in the context of these and other subsequent negotiations with AQMI.

Attacks made in the first semester of 2009 signaled both the return of foreign fighters from Iraq and the growing attention paid by Al Qaida central to the Sahel-Sahara area. The transborder movements affecting AQMI operatives become more and more fluid mainly affecting Mauritanian nationals. In



August 2008 a Mauritanian died in Algeria as a suicide bomber and in June 2009 other Mauritanian terrorist was supposed to be involved in an attack against a military patrol in Bouira. Finally, a Mauritanian was condemned in June 2009 in Tunisia for his participation in the December 2006 and January 2007 terrorist attacks in Tunis City made by a large group trained in Algeria.

Between June and July 2009 AQMI claimed responsibility for killing two Westerners, the British hostage Edwin Dyer in Mali, on May 31st, and Christopher Ervin Leggett, an US citizen aid worker assassinated in June in the Mauritanian capital, Nuakchott. AQMI also claimed for murdering a senior Malian Army intelligence officer who had arrested several members of AQMI, in his home in Tombuctu, ambushing a convoy of nearly two dozen Algerian paramilitary forces in Tipaza region killing 18 and also ambushing a Malian Army patrol in northern Mali killing 28. On July 4th, 2009, AQIM killed 28 Malian soldiers in al Wasra, in northern Mali. According to the AQMI communiqué entitled “La conquête de Wasra” among the Malian military personnel killed was the high rank officer Hama Ouled Mohamed Yahia.

On June 17th, 2009, the Malian Army attacked an AQMI camp near Garn-Akassa, in the Algerian border, killing 26 terrorists. In parallel the Malian President, Amadou Toumani Touré, had promised “a total struggle against Al-Qaida”. In fact, the attack was the first ever mounted in the country, having begun as the major counter-terrorist operation in history on June 10th, 2009.

The transborder killings in the area and the assassination and kidnapping of foreign citizens reflect that AQMI has emerged as an instrument of the global Jihad. Edwin Dyer was killed on May 31st, 2009, because the British government said no to the AQMI demands. Terrorists had demanded, together with the ransom, the release of the Jordanian-born Palestinian Jihadist leader Abu Qutada, who is imprisoned in London and is considered



among the most dangerous ideologysts of the global Jihad. On December 8th, 2009, AQMI claimed credit for the November kidnappings of three Spanish aid workers in Mauritania, and the kidnapping of French national Pierre Kamat in Mali. On december 18th, 2009, an Italian couple was also kidnapped and nine days later AQMI claimed responsibility for that. This activity is becoming endemic in the area providing roles for a growing number of negotiators and messengers – Tuareg leaders such as Iyad Ag Ali, Fagada or Bahanga have played or are playing a role and the Khadafi's Fondation is also signaled as a potential facilitator of contacts – and, above all, is consolidating impunity and reinvigorating terrorism.

This activism is due to the Sahelian branch of AQMI, fully operational even if a vicious rivalry between two AQMI subcommanders in Mali, Mokhtar Belmokhtar and Abdelhamid Abu Zeid, is often pointed out by the media. In fact, the experience we all are suffering in the Sahel is demonstrating that AQMI remains strong in the area, either in operational or in propaganda terms. It is true even if some experts had considered that the extremist ideology of AQMI was unlikely to garner much sympathy or traction with the populations in the states of the Sahel strip. It is widely known that AQMI employs the propaganda but also the coercion for gaining support, either in the Sahel or in the Pakistani FATA provinces. It also uses money for buying fidelities or establishes familiar links with Tuareg groups through arranged marriages.

AQMI also profits the political debate either in the Maghreb or in Europe for gaining support. For instance, in July 2009 Abdemalek Droukdel threatened a “flagrant war” against France in retaliation for an effort by President Nicolas Sarkozy to ban burqas. AQMI is also threatening the European countries that have deployed forces in Aghanistan now or in Irak in the past, and is trying to become the first supporter of the permanently instrumental Palestinian cause.



Concerning the Sahel countries, AQMI threatens against national authorities involved in counter-terrorist efforts deployed by Western countries. In its claim for the killing of 28 Malian soldiers in July 2009 AQMI declared as follows: "Our swords are thirsty to pluck the heads of those who allow themselves to join the ranks of the Crusaders to fight Islam and its people". AQMI is also trying to gain support in the Sahel as is reflected in the letter addressed to the people and rulers of the Sahel by Shaykh Abu Yusuf Obeida, a leader of AQMI, and published by the "Al Andalus Institute of Communication" at the beginning of March 2010.

#### **4.Perspectives for the Sahel-Sahara counterterrorist front.**

Terrorist attacks in the Maghreb&Sahel area and elsewhere, on one side, and the increasing kidnapping of Westerners, on the other side, are permitting AQMI to become a relevant actor in the Sahel-Sahara area. The ministerial meeting involving Algeria, Burkina Faso, Chad, Libya, Mali, Mauritania and Niger, held in Algiers on March 16th, 2010, reflected the difficulties in order to define a common and strong position against AQMI. A number of African countries considered crucial for building up a counter-terrorist front did not attend. The coexistence and progressive convergence between an ambitious terrorism and a myriad of illegal activities (drug and arms trafficking, money laundering or illegal migration, among others) that are mutually reinforcing was described with fatalism. Concerning Western countries, an emerging interest on the area does exist but it is led mainly by the US, with the Europeans attending smoothly even if they are paying a higher price to AQMI in terms of blackmail, ransoms and human victims. Nevertheless, if the International Community is no able to adopt a common and convincing response to the AQMI terrorists in the area, once again the Africans will pay the highest price and impunity will prevail.

12 See "Qaeda claims killing 28 Malian soldiers: SITE" Africasia July 8th, 2009, in [www.africasia.com](http://www.africasia.com).

13 See the message in Arabic and translated into French in [www.archive.org/details/alger\\_obeida](http://www.archive.org/details/alger_obeida).

14 CALVO, Erena: "Tolerancia cero con Al Qaeda" El Mundo March 18th, 2010, p. 14.



# African Journal



## DU GROUPE SALAFISTE POUR LE COMBAT (GSPC) À LA QAIDA AU MAGHREB ISLAMIQUE (AQMI)

*Dr. Liess BOUKRA*

*Directeur Adjoint du CAERT*

### INTRODUCTION

On ne comprendrait rien au djihadisme contemporain si on le dissociait du contexte historique dans lequel évolue sa matrice : l'islamisme. Ce dernier est personnifié aujourd'hui par des quidams aussi différents que Ben Laden, le chef de la Qaïda, Tariq Ramadan, intellectuel musulman européen, Tayyip Erdogan, Premier ministre de la Turquie ou cheikh Al-Qardhaoui, théologien proche des Frères musulmans. Ces quatre personnages, qui incarnent autant de courants distincts, sont généralement confondus sous les vocables d'islamistes, de radicaux et de fondamentalistes (salafistes). Il y a bien des affinités et des concordances entre les divers courants, que ces individus représentent, mais il y a aussi des dissimilarités, voire même des disputes entre eux.

Nous soutenons la thèse que cette nébuleuse est agie par des contradictions caractéristiques d'une phase de conversion amorcée dès le milieu des années 1990, entre déterritorialisation et radicalisation, d'une part et reterritorialisation et déradicalisation, d'autre part. Autrement dit, la mouvance islamiste est prise dans les rets d'une alternative funeste : Elle inscrit son action sur le registre stato-national, et s'en trouvera, alors, à son corps défendant, politiquement domestiquée et déradicalisée. A l'inverse, elle se radicalise, et, en conséquence, se découvrira, contrainte à s'expurger de sa consistance nationale, pour se transnationaliser. Comment et pourquoi, la nébuleuse islamiste, au lendemain des années 1990, s'est-elle trouvée embastillée dans cette contradiction ?

Pour accéder à l'intelligence de ce retournement, il faut d'abord dégager le sens et la cohérence de l'histoire particulière de l'islamisme. Aujourd'hui, comme nous le constatons, avec la distanciation désormais possible, la



trajectoire historique de l'islamisme apparaît comme une sorte de trilogie. A une période d'incubation et d'efflorescence (1925 – 1940) succèdent quelques vingt-cinq ou trente années de repli et d'effacement, qui prennent fin au début des années 1970. Les trois décennies, qui suivirent ont été une phase de redéploiement et de montée en puissance extraordinaires de l'islamisme. Cet Age d'or touche à sa fin à l'orée de la seconde moitié des années 1990, qui inaugure l'ère de la crise et du déclin.

Enchâssée dans le cours de l'histoire mondiale du XXe siècle, l'itinéraire de la mouvance islamiste divulgue sa signification profonde et celée, qui s'apparie à celle des grands mouvements sociaux messiaques (le mouvement fasciste et le mouvement ouvrier), qui estampillèrent de leurs paraphes indélébiles la société humaine tout au long du siècle écoulé. La structure du vingtième siècle apparaît également comme un mouvement en trois temps. « A une Ere de catastrophes, de 1914 aux suites de la Seconde Guerre mondiale, succédèrent quelque vingt-cinq ou trente années de croissance économique et de transformation sociale extraordinaires, qui ont probablement changé la société humaine plus profondément qu'aucune autre période d'une brièveté comparable. Avec le recul, on peut y déceler une sorte d'Age d'or, et c'est bien ainsi qu'on l'a perçu presque au moment où il touchait à sa fin, au début des années 1970. La dernière partie du siècle a été une nouvelle ère de décomposition, d'incertitude et de crise – et, pour une bonne partie du monde, telle que l'Afrique, l'ex-URSS et l'ancienne Europe socialiste, de catastrophe... Au cours des années 1990, le court Vingtième Siècle aura connu un bref âge d'or, sur la route d'une ère de crise à une autre, pour entrer dans un futur inconnu et problématique, mais pas nécessairement apocalyptique » .

Dans ce cadre de l'histoire mondiale, l'islamisme germe et croît au milieu de l'« Ere des Catastrophes » (1914 – 1945) ; il accuse un reflux frôlant l'effacement durant les décennies de prospérité, qui suivirent (1950 – 1970). Il ressurgit de ses décombres, pour de nouveau prospérer pendant « une nouvelle ère de décomposition, d'incertitude et de crise » (1970



– 1990). Enfin, il entame sa mue, après les années 1990, sur « la route d'une ère de crise à une autre ». Il apparaît clairement que l'islamisme s'affirme et gagne en puissance durant les périodes de crise et s'estompe ou s'amoindrit durant les phases de prospérité. Sauf, au cours des années 1990, étrennées par un bref « âge d'or » avant de sombrer dans la crise, et durant lesquelles, l'islamisme amorce sa mue historique. Sur la base de ces constats, une kyrielle de question s'oblige : Quid de la relation entre les conjonctures de crise et l'efflorescence de l'islamisme ? Pourquoi celui-ci est-il astreint à la retraite dans les situations de reprise et d'aisance socio-économiques ? Que cèle sa dynamique de transmutation structurelle :

l'expression d'une décrépitude ou les prodromes d'un redéploiement ? Par ailleurs, l'islamisme – transformation d'une religion (l'islam) en une idéologie politique investie dans un puissant mouvement de masse

– s'apparente aux grandes idéologies, qui ont marqué le XXe siècle : le communisme et le fascisme. Connaîtra-t-il la même trajectoire historique, qui les conduisit de l'apogée au périgée ?

La réponse à ces questions pose un problème de méthode. Les études académiques sur l'islamisme ont opéré et procèdent toujours à l'aide deux programmes de recherche antithétiques : le programme individualiste (culturaliste et néo-wébérien) et le programme holiste (marxiste et/ou durkheimien).

Le premier programme définit l'islamisme comme un phénomène identitaire, hypertrophiant, ainsi sa dimension culturelle et lénifiant sa portée strictement religieuse. Il considère comme relativement marginale sa composante violente, qu'il réduit à une simple posture réactionnelle, circonscrite dans le temps et l'espace. Il insiste aussi et surtout sur l'hypothèse de sa cohérence avec les dynamiques de modernisation sociale et de libéralisation politique. L'islamisme ne serait alors qu'un phénomène réactif sans positivité intrinsèque.



Illusion impressionniste, qui nous condamne à n'atteindre du mouvement social, que son écorce et à n'appréhender de son « Etre », que ses manifestations extérieures données à travers le « vécu subjectif » de ses acteurs, révélées dans et par leurs discours. Le second programme comprend l'islamisme comme un phénomène politique (idéologico-politique). Il met l'accent sur les facteurs sociaux (anomie, marginalisation, pauvreté, chômage, etc.), économiques (crise économique) et politiques (crise de l'Etat, luttes de classe, etc.) à l'origine du phénomène. Mais, il abandonne en jachère la question de savoir pourquoi le mouvement social, qui surgit au croisement de ces déterminations objectives, s'exprime à travers le langage de la foi.

S'agissant du diagnostic relatif à l'état actuel de l'islamisme et de la prévision de ses évolutions futures, les deux paradigmes s'opposent. Pour les tenants du paradigme culturaliste et/ou néo-wébérien, les conditions, qui ont partout sustenté la réplique islamiste, sont encore persistantes. Les islamistes continueraient à fournir le gros des troupes de la contestation des ordres établis dans l'espace islamique et des puissances occidentales. « L'universalité d'un « déclin » islamiste généralisé est d'autant plus difficile à démontrer qu'il fait peu cas de la persistante diversité des situations nationales. Il est certains que les islamistes ne sont que rarement parvenus au pouvoir, que la force de mobilisation liée à la réintroduction du lexique musulman dans le discours politique ira nécessairement en s'amenuisant en s'amenuisant et que les groupes radicaux n'occupent pas, on le savait depuis longtemps, le centre ou le spectre de ce mouvement. Il est cependant non moins avéré que le constat homogène du « déclin » aboutit en réalité à attribuer pour l'heure à la supériorité policière voire militaire des régimes le statut d'une victoire idéologique sur leurs opposants ».

En effet, selon F. Burgat, pour que l'on puisse parler d'une défaite des islamistes, en tant que force d'opposition, il faudrait démontrer que s'y sont substituées d'autres forces politiques, notamment « séculières », qui feraient preuve d'une capacité de mobilisation supérieure. Or dit-il, si on



s'en tient aux faits, autant dans la contestation des régimes, que dans celle de l'intransigeance israélienne, les islamistes continuent à fournir à la fois le fer de lance que le gros des troupes.

Pour la seconde approche (moniste), le mouvement islamiste serait en plein déclin, voir historiquement « dépassé » et l'ère du « post-islamisme » serait ainsi venue. Cet échec ou ce dépassement historique de l'islamisme aurait résulté de l'impuissance de ses divers segments de triompher des régimes qu'ils combattent.

Nous sommes face à deux hypothèses dont nous essayerons de jauger la pertinence par rapport aux faits, à travers l'étude de la conversion du « Groupe Salafiste pour le Combat » (GSPC/Algérie) en « Al Qaida au Maghreb Islamique » (AQMI).

## I. LA NAISSANCE DU GSPC

En Algérie, la fin des années 1990 se caractérise par une atomisation de la nébuleuse islamiste armée et la prolifération des logiques de violence terroriste. En effet, le segment prépondérant de l'islamisme armé, le « Groupe islamique Armé » (GIA), dirigé par Djamel Zitouni, était déjà secoué par une crise interne profonde. Dès son « couronnement » à la tête du GIA, D. Zitouni s'est investie dans une gigantesque entreprise de purge.

Azzedine Baa, un des chefs du « Mouvement Islamique Armé » (MIA), est assassiné en juin 1995. Au cours du mois de juillet de la même année, A. Redjem et M. Saïd, deux figures de proues de l'islamisme algérien et chefs de file du courant « djaz'ariste » (algérianiste) sont, à leur tour, abattus. Cette exécution aura une répercussion considérable dans la nébuleuse terroriste en Algérie et à l'étranger. Elle précipite l'isolement de D. Zitouni et le fractionnement de la nébuleuse islamiste armée. Certains chefs de régions entrent en dissidence. Les liquidations gagnent une telle ampleur, que les groupes islamistes les plus agissants du moment et les principaux soutiens



du GIA à l'étranger, réunis autour du périodique Al Ansâr demandent à Zitouni des preuves sur le prétendu complot fomenté par les djaz'aristes exécutés. Ces justifications n'arriveront qu'à l'été 1996, sous la forme d'une cassette vidéo où des proches des deux victimes, A. Lamara et M. Tajine confessent le complot ; ils seront également abattus.

Un autre évènement va amplifier la crise. Il s'agit de l'enlèvement, le 27 mars 1996, des sept moins trappistes français du monastère de Tibhirine, revendiqué, par le GIA à travers son communiqué n°43, du 18 avril 1996. Le 21 mai 1996, les sept moines seront décapités, après l'échec des négociations amorcées par les autorités françaises . Cette tuerie suscite la désapprobation dans les milieux « djihadistes ».

Le 31 mai 1996, la publication du périodique Al-Ansâr est stoppée par ses rédacteurs. Le 6 juin, les deux principaux idéologues de la tendance « salafiste djihadiste », le Palestinien, Abou Kutada et le Syrien Abou Mous'ab, ainsi que tous les groupes agglutinés autour d'Al-Ansâr, préviennent qu'ils cessent de soutenir D. Zitouni. Entre-temps, ce dernier a procédé à l'élimination d'un nombre important d' « Afghans » (algériens vétérans de la guerre d'Afghanistan) dont il se méfiait. Saïd Makhlofi, émir du « Mouvement pour l'Etat islamique » (MEI) et combattant de la première heure n'échappera pas à la vindicte de D. Zitouni qui, isolé et traqué, sera attiré, par ses proches fidèles, Hassan Hattab et Abderezak le Para, dit Abou Loubaba, dans la région de Médéa, fief du dissident Belhadjar, où il sera exterminé avec vingt autres terroristes qui l'accompagnaient, le 6 juillet 1996.

Après quelques remous au sein du GIA, Antar Zouabri est désigné émir national. Pour redorer le blason terni de son organisation et juguler son isolement croissant, tant en Algérie qu'à l'étranger, au sein de la mouvance salafiste djihadiste internationale, Zouabri va se lancer dans des actions spectaculaires et sanglantes, notamment les massacres collectifs, principalement dans les hameaux et villages habités par des sympathisants



de l'Armée islamique du salut (AIS), par des familles de dissidents et/ou de résistants, afin de dissuader par la terreur toute velléité de sécession ou d'opposition.

Les mois de janvier-février 1997 (correspondants au mois du Ramadhan 1997) ont été les plus sanglants depuis l'avènement du terrorisme islamiste avec la multiplication des massacres collectifs de populations civiles, qui culminent à la fin du mois d'août et le début de mois de septembre, dans les bains de sang à Raïs, Bentalha et Béni-Messous. Du 1er octobre 1997 au 30 janvier 1998, il a été enregistré 3 156 victimes de la terreur islamiste (2 404 tués et 752 blessés).

Au début de l'année 1997, le GIA n'est déjà plus que l'ombre de lui-même. Miné par une série de dissidences, il pèse de moins en moins lourd devant les nouveaux groupes islamistes armés, notamment devant le groupe de sa zone II (Boumerdès – Tizi Ouzou – Bouira – Bejaia – Bordj Bou Arreridj – Msila) de Hassan Hattab, qui ne tardera pas à devenir le nouveau cadre fédérateur de l'islamisme armé en Algérie. Le GSPC est donc le produit d'une crise de la mouvance islamiste armée : une crise idéologico-politique doublée d'une impasse sur le plan militaire, qui a sonné le glas de la «Salafiya takfiriya».

En septembre 1998, paraît le 1er communiqué officiel du GSPC. Il est titré « Communiqué de l'Unification ». L'exorde dudit communiqué insiste sur la nécessité de coaliser les rangs de tous ceux qui se réclament du salafisme algérien. La suite du communiqué est un compte-rendu des décisions prises lors de cette réunion : Unification de la zone II et de la zone V du GIA (Batna, Biskra, Oum el Bouaghi, Kenchela, une partie du constantinois), adoption d'un nouveau sigle (GSPC), ralliement au GSPC de la Katiba El Fath, nomination de Hassan Hattab comme émir provisoire de l'organisation. Les signataires de ce communiqué sont :

- Abou Hamza (alias Hassan Hattab) : ex-émir de la zone II du GIA,
- Abou Ibrahim Mustapha (alias Nabil Sahraoui) : émir de la zone V du GIA,



- Abou Abdallah Message : responsable de la communication en zone II du GIA,
- Abou Omar Abd al Birr : responsable de la communication de la zone II du GIA,
- Abou Youssef Al Tlemçani : membre du Comité juridique,
- Abou Hammam Akkacha : conseiller militaire,
- Abou Abdallah Haydar : émir de la Katiba « al-Furqân »,
- Abou Moussab Abd El Madjid : Chef du comité juridique,
- Abou Khattab Abd Al-Haq : émir de la Katiba de Wastili,
- Abou Zaccaria : Chef du comité médical,
- Abou Al Hussein Abd Al-Rahim : émir de la Katiba « al Tawhîd »,
- Abou Bassir Youssef : émir de la Katiba « Al Fath »,
- Abou Al Barra Assad : membre de la Katiba « El Fath »,
- Abdallah : responsable du « diwân ».

Les membres fondateurs agréent une Charte, qui stipule dans son article 1er : « Le GSPC est un groupe ayant une doctrine salafiste et une conduite conforme aux salaf-s, qui vise l'instauration de la charia et le combat du régime renégat en Algérie ».

Les principes de fonctionnement sont également ratifiés. Le GSPC est structuré autour d'une « Conseil des chefs » (Medjles al-A'yân), qui rassemble les émirs des compagnies (katibas) et les commandants de sections (seriets). Ceux-ci élisent un « Emir du groupe » et un « Chef du conseil ».

En cas de défection ou de trépas de l'émir, c'est le chef du conseil, qui prend immédiatement les rennes. Le « Conseil des chefs » est assisté par trois comités différents :

- ◆ Un comité juridique (Al-ladjna al-char'iyya), qui émet les avis religieux (fatwas) sur les décisions et les actions du Conseil,
- ◆ Un comité militaire (Al-ladjna al-'askariyya) en charge de la stratégie générale et de la tactique de la guerre,



- ◆ Un comité de l'information (Al-ladjna al-i'lâmiyya) chargée de la communication extérieure et de la promotion médiatique des actions de l'organisation.

Les chefs de ses trois comités sont membres de droit du « Conseil des chefs ».

Les trois principes fondamentaux sur lesquels est fondé le GSPC sont :

- ◆ Le principe d'allégeance (Al-wala), qui suppose la soumission à l'autorité dans le respect de la religion,
- ◆ Le principe de la communauté (Al djamaa), qui présume le Califat comme objectif politique,
- ◆ Le principe de l'unité (al wihda), qui figure la notion de « Oumma » comme caution de la légitimité du combat.

Les objectifs doctrinaux du GSPC sont explicitement énoncés dans la Charte :

- ◆ Découdre avec le régime algérien apostat, qui a renoncé la charia.
- ◆ Ressusciter le devoir du djihâd chez les membres de la « 'Oumma ».
- ◆ Ne stopper le djihâd contre les renégats que lorsque la parole de Dieu sera reçue comme exclusive et première.
- ◆ Combattre les dogmes des groupes déviants sur le plan doctrinal, théorique et pratique.
- ◆ Jouter les idées et les théories étrangères, telles que la laïcité, la franc-maçonnerie, la démocratie, le communisme et toute autre forme de pensée qui va à l'encontre des « salaf-s ».

A noter que parmi ces cinq objectifs stratégiques du GSPC, nous ne voyons pas la lutte contre les puissances occidentales et/ou judéo-chrétiennes. Il s'agit donc d'un mouvement rivé sur les lattes de la dimension statonationale, qui mire à instaurer, en Algérie, un Etat islamique.



Le GSPC est apparu sous l’inspiration de l’internationale djihadiste afin de revivifier l’esprit du djihâd dont la légitimité a été fortement corrompue par les dérives « takfiriste-s » du GIA. Aussi, dès sa survenue, le GSPC prend-il le soin de désavouer explicitement du GIA, qu’il qualifie d’organisation de Kharidjites et de takfiriste-s, qui doivent être combattus et doivent répondre des crimes, qu’ils ont perpétrés contre le peuple algérien. C’est dire que l’affiliation à la Qaida est calligraphiée sur son extrait de naissance.

Lors de la 2e réunion du Conseil qui s’est tenu le 7 mars 1999, le GSPC a publié un communiqué intitulé « Le Groupe est une miséricorde ». En présence d’Hassan Hattab, émir provisoire depuis septembre 1998, un nouveau chef est plébiscité : Abou Moussab Abd Al-Madjid, ancien responsable du comité juridique du GIA. Son règne sera de courte durée. Il sera abattu deux mois plus tard (le 1er juin 1999) au cours d’une opération de ratissage menée par l’Armée algérienne dans la région de Taghda, entre Batna et Biskra. C’est ainsi, que l’ex-émir provisoire recouvrera incontinent son poste, avant d’être confirmé dans ses fonctions d’émir du GSPC, quelques sois plus tard.

## **II. LE GSPC : ORGANISATION, EFFECTIFS ET ACTIVITES**

### **II.1. LE GSPC : EFFECTIFS ET REPARTITION GEOGRAPHIQUE**

Dans les années 2000 – 2006, le GSPC regroupe environ un millier d’hommes armés, répartis en sept zones à travers le territoire algérien. Les Zones II, V, VI et VII sont les plus importantes.

#### **LA ZONE II**

La wilaya de Boumerdès

- Katiba Abou Bakr Al-Seddiq,
- Katiba Al-Nasr,
- Katiba Al-Arqam,
- Katiba Al-Feth.



## La wilaya de Tizi-Ouzou

- Katiba Al-Nasr,
- Katiba Al Farouk,
- Katiba Al-Nour.
- La wilaya de Bouira
- Katiba Al-Houda
- Katiba Al Farouk,
- Katiba Abou Bakr Al-Sediq
- La wilaya de Ain Defla
- Groupe Djound Allah
- Groupe Al Wathikine
- Groupe Al Chakiri
- La wilaya de Médéa
- Groupe Djebel Al - Lou
- Groupe Djebel Mounghournou
- Groupe Kheraza

## LA ZONE V

### La wilaya de Batna

- Katiba Al Mout
- Katiba Al-Feth
- La wilaya de Tébessa
- Katiba Al-Houda
- Seriyat El-Rou'b
- Seriyat Boudjelel
- Seriyat Boughaffer
- Katiba Al-Feth El-Moubine
- Sériât Al-Fourqân

## LA ZONE VI

### La wilaya de Djidjel

- Katiba Al-I'tissâm
- Katiba Al-Mourabitouin



- Katiba Al-Fourqân
- Groupe Al-Ansar

## LA ZONE VII

La wilaya de Skikda

- Katiba Al-Ro'b
- Seriyat Al-Ghazwou
- Seriyat Al-'Agba
- Seriyat Seïf El Bahr

La wilaya d'Annaba

- Katiba Al-Taqwa

La wilaya de Biskra

- Katiba Al-Mouhajirîn
- Katiba Al- Nasr
- Katiba Al-Feth
- Katiba Al Forqân
- Katiba Tariq Ibn Ziyâd
- Katiba Al Moulathamoun

Les principales zones d'implantation et d'activité du GSPC, dans la première moitié des années 2000 sont Boumerdès, Ain Defla et Biskra. En effet, les statistiques révèlent que les effectifs du GSPC se concentraient essentiellement au Centre et à l'Est de l'Algérie avec une déficience remarquable à l'Ouest. Ces effectifs se distribuaient sur quatre zones. L'Est de la Capital dans la wilaya de Boumerdès, qui regroupe la plus importante concentration de terroristes avec environ 25% de l'effectif total. Ce taux cumulé avec celui des trois wilayas de la Kabylie (Tizi Ouzou, Bouira, Bougie), nous donne une proportion d'environ 40% de l'affectif global. Les deux wilayas du Centre (Médéa, Ain Defla) concentrent un taux de 25% de total des effectifs. Enfin, en troisième position, arrivent les wilayas intérieures de l'Est (Tébessa et Biskra) avec un taux de 20%. Le reste des



effectifs du GSPC était stationné dans les trois wilayas côtières de l'Est (Annaba, Skikda, Djidjel) dont le prolongement naturel est la Kabylie.

## II.2. LES ACTES TERRORISTES DU GSPC

En 2006, on a enregistré environ 1000 actes terroristes dont 60% dans les quatre wilayas de la Kabylie et approximativement 20% dans les trois wilayas de la côte Est (Jijel, Skikda, Annaba). La classification des actes révèle que le racket représente 30% de la totalité des actes, suivi par l'attentat à l'explosif (20%) et les attentats individuels (15%). Le reste des actes terroristes se répartit entre les enlèvements, les faux barrages. L'analyse des données fournies par la presse montrent que 50% de l'activité racket, 70% des attentats individuels et 65% des attentats à l'explosif – par rapport au tau global des actes terroristes commis sur l'ensemble du territoire national – ont été enregistrés dans les quatre wilayas de la Kabylie (Bouira, Bejaia, Tizi-Ouzou, Boumerdès). La région, située à l'Est de la Capitale, présente un relief accidenté difficile d'accès.

## II.3. LES SOURCES DE FINANCEMENT DU GSPC

Durant cette période, le racket constituait la principale source de financement du GSPC. Les attaques à main armée (banques, bureaux de poste) sont la seconde source de financement du GSPC, suivies par les enlèvements (rançons), les faux barrages et le vol de véhicules.

## III. L'EMIRAT D'HASSAN HATTAB

Après la confirmation de H. Hattab au grade d'émir national, les zones II, IV et VI tiennent une réunion, en mars 1999, pour stigmatiser les combattants qui ont déposé les armes dans le cadre de la « Concorde civile » initiée par le Président Bouteflika. Le communiqué final se termine par un appel à l'unité des groupes salafistes opérant en Algérie. C'est dans ce communiqué, qu'apparaît, pour la première fois, le slogan : « Ni dialogue, ni trêve, ni armistice avec les renégats ». En réalité, de 1998 à Septembre 2001, le GSPC est fortement ébranlé par des disputes internes et par de nombreuses désertions. Ses combattants vivotent péniblement dans les



maquis, isolés et pourchassés par l'armée et les forces de sécurité. Par ailleurs, il est énormément affaibli par la politique de la « Concorde civile », mise en œuvre depuis 1999, qui a encouragé la reddition de plus de 1 000 combattants. Tous les experts s'accordent pour dire, que le GSPC était en phase d'extinction.

Les attentats du 11/09 vont permettre de GSPC de se redéployer, en s'engageant dans une nouvelle dynamique de réanimation de l'esprit du djihad et d'un dessein d'unification des groupes salafistes armés sous une seule bannière. C'est Hassan Hattab qui sera le maître d'œuvre de cette dynamique.

L'attentat du 11/09 va provoquer une radicalisation, qui sera à l'origine d'un rapprochement graduel du GSPC d'Al Qaida. Deux tendances se révèlent : (1) celle de Hassan Hattab et (2) celle de Abd Al Madjid Droudkel et Mokhtar Belmokhtar, qui sacrifient Ben Laden depuis l'opération américain. A partir du mois de septembre 2001, le cours des choses va s'accélérer et les ralliements se multiplier. Un communiqué du 26 septembre 2001 annonce le ralliement de la Katiba « Al-Khadra » de Ksar Al-Boukhari et de la compagnie « Djoud Allah » de Ain Defla, deux structures de l'ex-GIA, au GSPC.

Encouragés par les attentats du 11/09, les émirs du GSPC multiplient les attentats contre les convois de l'armée et les patriotes. Les ralliements s'intensifient. Le 09 octobre 2001, l'émir du « Groupe salafiste combattant en Algérie », (GSCA), Abou Ammar Yahia déclare son ralliement au GSPC après une opération conjointe dans la région de Bel Abbés. Le lendemain, dans un communiqué daté du 10 octobre 2002 – Communiqué n°8 – Hassan Hattab fait le bilan des adhésions de nouvelles zones au GSPC. Désormais, le GSPC conglomère les anciennes zones I, II, IV, VI et IX du GIA. Il parle d'une « nouvelle ère ».



Le GSPC connaît une période d'ascension et de stabilité. La Guerre d'Irak va changer la donne. Les divisions apparues à la suite des attentats du 11/09 affleurent de nouveau à la surface. D'un côté, il y a le bloc des panislamistes, qui accordent la priorité à la solidarité envers les frères de l'islam et prônent un soutien actif aux Irakiens.

Cette faction est menée par le chef de l'armement au sein du GSPC : Abd Al Malek Droudkel alias Abou Moussab Abd Al-Wadoud. D'un autre côté, le camp du « national salafisme », celui des partisans de lutte pour la fondation d'un Etat islamique en Algérie. Ce groupe est conduit par Hassan Hattab, qui soutiendra, même après l'invasion de l'Irak, en mars 2003, l'option d'un « soutien passif » aux frères Irakiens ; ils s'opposent à l'envoi de djihadistes algériens en Irak.

Hattab est mis en minorité au sein du Conseil du GSPC. Six mois après l'invasion de l'Irak par les troupes américaines, début août 2003, le Conseil du GSPC vote le principe d'un « soutien actif aux frères irakiens » ; Hassan Hattab est définitivement désavoué, y compris par ses adjoints, qui estiment que la guerre en Algérie est quasiment perdue et qu'il vaut mieux préserver l'honneur en concourant au djihâd en Irak.

Le 18 juin 2003, le Conseil se réunit de nouveau, pour débattre des conséquences à donner à la démission de Hassan Hattab. A l'issue de cette réunion, il a été décidé de poursuivre le djihâd et d'élire un nouvel émir lors d'un prochain Conseil. Deux mois plus tard, le Conseil du GSPC se réunit pour traiter de cet ordre du jour. Dans un communiqué daté du 17 août 2005 (Communiqué n° 1/24), le GSPC rappelle que l'article 24 de sa Charte stipule que le « Conseil des chefs a autorité pour surveiller, nommer ou démettre l'émir du groupe ». A l'issue de cette réunion, Nabil Sahraoui (Abou Ibrahim Mustapha) est nommé nouvel émir du GSPC.



## IV. L'EMIRAT D'ABOU IBRAHIM MUSTAPHA

Nabil Sahraoui succède ainsi à Hattab en août 2003. C'est un chef militaire qui a fait ses preuves comme émir de la zone V. Il sera chargé de mettre en application le principe de soutien actif aux frères Irakiens adopté par le Conseil du GSPC. Ainsi, en septembre 2003, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'attentat du 11/09, il tente un rapprochement avec Al Qaida, en diffusant un Communiqué de soutien (Communiqué n° 2/24), le 11 septembre 2003. Il commence par présenter ses excuses à Ben Laden, pour le non soutien du GSPC depuis les attaques du 11/09 et blâme l'attitude de son devancier. Il achève par exprimer son admiration à l'endroit du Mollah Omar et de Ben Laden. C'est le premier signal fort et officiel que le GSPC dépêche, pour exprimer sa volonté de faire allégeance à la Qaida. Néanmoins, peu de temps après, dans un entretien qu'il accorde au « Comité médias » de l'organisation, le chef du GSPC précise que son organisation n'a pas profité jusqu'ici d'un soutien logistique et financier de la Qaida. Il ajoute qu'il existe « une complémentarité évidente dans le domaine de la prédication et djihâd », mais qu'il n'y a pas de « lien structurel ni opérationnel entre les deux organisations ».

Les choses subsistent en l'état. L'émir du GSPC est plus soucieux des évolutions internes en Algérie marquées, notamment, par le projet de « Réconciliation nationale » défendu par le Président Bouteflika. L'Irak ne revient dans la littérature du GSPC, qu'un an après l'exorde de l'occupation américaine. Entre-temps, un certain nombre d'Algérien ont rallié l'insurrection irakienne dans la confusion la plus totale. En effet, le premier communiqué du GSPC commentant les évènements en Irak est publié le 07 février 2004.

Ce communiqué fait le bilan exhaustif des opérations conduites par le GSPC en hommage aux « frères irakiens ». Après ce bilan, il convie expressément à s'attaquer à tous ceux qui supportent la guerre en Irak, c'est-à-dire, « aux entreprises étrangères des mécréants parmi les Américains, les Britanniques et d'autres encore... ». Dans ce document l'Irak est qualifié de « terre



du djihâd et du martyr ». Ledit communiqué témoigne d'une disposition nouvelle au sein du GSPC, qui va mener le nouvel émir, Abd Al Malek Droudkel, à placer le GSPC sous le parapluie d'Al Qaida. Après un an passé à la tête du GSPC, Abou Ibrahim Mustapha (Nabil Sahraoui) est tué lors un affrontement avec l'Armée.

## V. L'EMIRAT DE DROUDKEL

Dès sa prise de fonction en 2004, Droudkel va s'atteler à renforcer le GSPC. Il entreprend des pourparlers avec les autres groupes islamistes armés, pour les convaincre de rejoindre le GSPC. Dès la fin du mois d'août 2004, apparaissent les premiers communiqués de ralliement des groupes, qui prêtent allégeance au nouvel émir et rallient le GSPC. Il s'agissait en réalité de renouveler les combattants partis en Irak et ceux qui se sont rendus dans le cadre de la « Réconciliation nationale ». En réalité, le GSPC est fort ébranlé par une nouvelle crise interne. Les contrecoups composés de l'action de l'armée et des forces de sécurité, de l'assèchement de son vivier de recrutement et des effets de la « Charte pour la paix et la réconciliation », ont mis à mal le GSPC. Le leadership de Droudkel est également contesté par certains émirs. Ce dernier cherchera une issue à la crise en déconnectant le GSPC du socle stato-national et, en conséquence, en accélérant le processus de sa « qaïdisation ».

Le second semestre 2005 fut un instant décisif dans la « qaïdisation » du GSPC. La décision de l'intégration du GSPC à Al Qaida a été prise en septembre 2005 sur la recommandation du dirigeant de sa branche irakienne : Al Zarkaoui. La période de probation imposée par la Qaida au GSPC a duré toute une année : de septembre 2005 à septembre 2006. Le GSPC décrochera enfin l'approbation de Ben Laden, pour la modification de son appellation, en janvier 2007. Cette reconversion va se traduire par une série de ruptures inaugurales de mutations aux plans doctrinal, opérationnel et stratégique.



## V.1. MUTATION DOCTRINALE

Sur le plan doctrinal, l'AQMI s'inscrit toujours dans la matrice du salafisme djihadiste avec cependant un glissement dans la détermination de l'adversaire. On passe d'un djihâd braqué contre l'« ennemi intérieur ou proche » à un djihâd dirigé désormais contre l'« ennemi extérieur ou lointain » : les pays occidentaux en général. Dés lors, le GSPC n'est plus un entrepreneur politique national, mais un acteur géopolitique, qui fédère tous les groupes salafistes armés du Maghreb (Tunisie, Maroc, Mauritanie, Libye).

## V.2. MUTATION DANS LE MODE OPERATOIRE

Désormais le GSPC/AQMI s'inspirant du modèle irakien recourt aux attentats suicides simultanés : des attentats à l'explosif à l'aide de véhicules (voitures piégés, camions bourrés d'explosifs) conduits par des candidats au martyre (volontaires kamikazes).

## V.3. MUTATION STRATEGIQUE

L'objectif stratégique n'est plus l'instauration d'un Etat islamique en Algérie. Désormais, cet objectif est étendu à l'ensemble du Maghreb comme première halte dans l'établissement un « Califat islamique » mondial.

La mise du GSPC sous la houlette d'Al - Qaida, proclamée en janvier 2007, est la résultante d'un échec signalé par la réduction drastique de ses capacités de nuisance militaire, le tarissement de ses sources de recrutement, la perte de la légitimité religieuse et l'isolement politique. En effet, à la veille de son ralliement à la Qaida, le GSPC chemine à l'économie – un maximum de gain pour un minimum de risque –, pour mieux s'inscrire dans la durée et investir le plus d'espace possible. Dans cette perspective, il agrège plusieurs tactiques : le terrorisme urbain (attentats individuels, attentats à l'explosif, attaques de structures), la guérilla rurale (embuscades, attaques de convois militaires) et le banditisme (enlèvements, rackets, hold-up, vol à main armée, etc.). Par ordre d'importance, les actes de banditisme occupent la première place. La seule visée de ce type d'activités criminelles demeure



l'accumulation de ressources financières. Cela indique l'assèchement de ses sources traditionnelles de financement : l'impôt islamique, l'aide privé, l'aide étrangère, etc. Par ailleurs, si nous mesurons l'évolution des actes terroristes durant les deux années 2005 – 2006, il apparaît, que les actes terroristes ont enregistré une percée substantielle doublée d'une « criminalisation » évidente : les attentats individuels sont passés de 45 à 147, les enlèvements ont progressé de 6 à 53 et les racketts sont passés de 1 à 311. Toutes les données indiquent qu'à la veille de son adhésion à la Qaida, le GSPC traversait une phase de déclin sous-tendu, par une dégénérescence criminelle.

## VI. LE GSPC / AQMI DANS LA ZONE SAHELO-SAHARIENNE

Depuis la naissance d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI), en janvier 2007, le risque que l'espace sahélio-saharien se transforme en zone refuge des djihadistes du monde entier était bien réel. De fait, pour des raisons multiples, le nord du Mali est devenu la principale base des combattants de l'AQMI dont l'objectif est de créer une zone grise où ils peuvent opérer sans risques majeurs pour leur sécurité. Ces combattants y mènent une politique d'incrustation territoriale très efficace, notamment au nord de Tombouctou. Tout cela avait commencé par le mariage de Mokhtar Belmokhtar avec une Malienne d'origine berabiche, une ethnie de la région de Tombouctou. Puis, ils « achetèrent » le soutien des populations locales en leur fournissant de l'argent, des produits alimentaires, des puits, etc.

La bande frontalière longeant le Niger, le Mali, l'Algérie et la Mauritanie va connaître une intense activité terroriste. Arrivant du Moyen Orient et du Maghreb, les terroristes transitent par la capitale du Mali, Bamako, avant de remonter vers le nord. Au Mali, dans la bande frontalière algéro-malienne, les terroristes ont aménagé une véritable zone refuge où ils composent aisément avec la population locale. La partie nord de Tombouctou vers la frontière avec la Mauritanie et la Tamasna vers la frontière avec le Niger constituent également leur espace de prédilection.



Ils sillonnent ces vastes régions désertiques à bord de 4x4 équipés de téléphones satellitaires, entretiennent des petits commerces, apportent une assistance médicale et alimentaire aux populations : médicaments, jus de fruit, lait pour les enfants... Ils exercent une fascination croissante sur la jeunesse des ethnies arabes et berabiche de Tombouctou et de Gao.

## **VI.1. STRUCTURES ET ZONES D'IMPLANTATION DES ACTIVISTES DE L'AQMI DANS LA REGION**

Les activistes de l'AQMI sont scindés en deux groupes distincts et souvent rivaux :

- ◆ Le premier est la « Katiba Al Moulathamoun » (la phalange des enturbannés) dirigée par Mokhtar Belmokhtar et qui évolue dans la zone comprise entre Tombouctou, Araouane, Boujebéha Taoudenni et à proximité de la frontière mauritano-malienne, sans avoir de véritable base fixe. Elle opère de furtives incursions dans la région de Thessalit et Ain Hallil, vers l'est, pour s'approvisionner en vivres et en carburant. En Algérie, elle évolue dans le triangle Bordj Badji Mokhtar, Omar Driss, Tamanrasset et Djénet. Le groupe était composé de 90 éléments, dont 60 mauritaniens et 14 natifs des autres pays du Sahel, bien structurés et armés de pistolets mitrailleurs, de kalachnikovs, de RPG, de SPG, de mortiers et de mitrailleuses de différents calibres montées sur des véhicules 4x4.
- ◆ Le deuxième groupe est la « Katiba Al Fatihîn » (la phalange des conquérants) dirigée par Abou Zayd et qui comptait près de 80 éléments, dont 40 sont des ressortissants des pays du Sahel et même de l'Afrique centrale. Ils sont équipés de kalachnikovs, de mortiers et de mitrailleuses montées sur des 4x4. Ils évoluent dans la zone circonscrite par le mont Thadak, Aït Moulay, In Abog, atteignant parfois la région de Thessalit. Le choix de Timetrine et de la vallée de Tilemsi n'est pas fortuit ; C'est une région très riche en eau et qui domine toute la région de Ain Gueldène, au Mali, et même celle du Tanezrouft, en Algérie.



## VI.2. LES ACTIVITES DU GSPC/AQMI LA REGION

Les terroristes de l'AQMI tirent leurs ressources du trafic de drogue, d'armes et de cigarettes ainsi que des prises d'otages occidentaux. Ils pratiquent la corruption des notables et autres personnalités importantes dans les zones qu'ils traversent, pour mieux sécuriser leurs trajets et s'assurer de l'hospitalité des populations locales. Les deux katiba bénéficient également du soutien du mouvement islamiste malien, Al-Da'wa très influent au sein des tribus arabes et fortement impliqué dans la contrebande, qui lui permet de financer ses affidés et clients. Belmokhtar, qui connaît bien la région depuis la fin des années 1990, a su tisser des réseaux très importants.

## VI.3. LA PRISE D'OTAGES OCCIDENTAUX : UNE ACTIVITE FORT LUCRATIVE

La prise d'otage est devenue la principale activité de l'AQMI et les rançons représentent désormais sa principale source de financement. Les victimes sont kidnapées au Niger, en Tunisie et/ou en Mauritanie, puis transférées vers le Mali. Une nouvelle étape commence alors. Les autorités maliennes négocient par l'entremise de notables maliens ou du Président Burkinabé Blaise Compaoré, qui, par exemple, a joué un rôle important dans la libération des deux diplomates canadiens (printemps 2009). L'argent en provenance d'Europe transite par des banques burkinabés pour être ensuite convoyés vers le Mali où il est remis aux intermédiaires des ravisseurs. La prise d'otage est une activité qui fait courir beaucoup de « négociateurs » et d'« intermédiaires » à cause des retombées financières substantielles qu'elle génère. C'est le cas du Mali, qui s'est spécialisé dans la négociation avec les ravisseurs. C'est aussi le cas de Burkina Faso, plaque tournante et passage obligé de tous les trafics de cocaïne, de diamants, d'armes, de munitions, d'explosifs, etc. Belmokhtar a possédé de tout temps des commerces au Burkina Faso. A vol d'oiseau, Kidal est plus proche d'Ouagadougou que de Bamako. De plus la porosité des frontières est telle qu'elles ne constituent pas un obstacle pour les terroristes et les trafiquants. La connexion entre les acteurs du crime organisé et les terroristes de



l'AQMI est un fait avéré. Ainsi l'AQMI se trouve impliqué dans les trafics de diamants en Sierra Leone, de métaux précieux en Tanzanie, de drogues en République du Congo.

## CONCLUSION

Annoncé le dimanche 07 mars 2010 sur les sites internet utilisés par Al Qaida et ses filiales, un discours d'Al Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) « adressé aux peuples et dirigeants des pays du Sahel et de l'Afrique subsaharienne », est enfin mis en ligne, le mercredi 10 mars 2010, en fin de soirée. À travers ce discours, il apparaît clairement que l'AQMI s'apprête à intensifier ses efforts, pour investir les pays de toute la région sahélo-sahélienne et tente de légitimer ce projet. Ce discours de Mebrek Yazid, alias Oubayda Yousef, un ancien sanguinaire du GIA dans l'Est algérien, devenu le numéro deux de l'AQMI, dure 18 minutes.

La première raison évoquée, qui justifierait l'action de l'AQMI, selon l'orateur, serait le fait que son organisation a constaté qu' « aujourd'hui plus que par le passé, une ingérence et une pression des Juifs et des Chrétiens sont exercées contre l'Afrique et particulièrement contre les Etats du Sahel, se manifestant sous l'allure d'une guerre de croisade américaine contre l'islam, qui vise la colonisation des terres des musulmans et la confiscation de leurs richesses ».

Pointant du doigt le projet « Africom » des USA et celui de la France d'intervenir militairement dans la région, l'AQMI s'arroke le droit de « rompre le silence et la retenue », qu'elle avait observé jusqu'à présent pour ne pas se mêler des affaires internes des pays voisins et d'interpeler leurs peuples.

L'AQMI précise que sa seule activité dans la région est de combattre « les Croisés et leurs intérêts ». Et, précise l'orateur : « Même si quelques incidents limités sont survenus dans ces pays contre leurs armées, elles ne furent que pour une raison de légitime défense ». Il poursuit, en ajoutant



que les discordes entre son organisation et les pays de la région sont le résultat d'un plan conçu par les Américains et les Européens, qui veulent que « brûlent Bamako, Niamey et Ouagadougou, pour que soient sauvés Washington, Paris et Londres ».

Ayant dévoilé ce plan, l'orateur lance un appel aux « frères et amis en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Tchad, au Sénégal, au Burkina Faso, au Nigeria, et dans tous les pays africains », pour leur rappeler que l'Afrique n'a pu atteindre la gloire et la puissance que sous la bannière de l'Islam, à l'ombre du Coran. Il conclut son discours en disant la détermination de l'AQMI à « ruiner la coalition occidentale croisée ».



# African Journal



## Annexe

### Prévention and Combating of Terrorism Instruments



# African Journal



## AL QAEDA IN ISLAMIC MAGHREB (AQIM) AND THE QUESTION OF SECURITY IN WEST AFRICA

C. Nna-Emeka Okereke\*\*

### Abstract

*This paper posits that although West Africa is not a terrorist hotbed, the sub-region possess fertile features that encourage the spread of international terrorism. It contends that the subregion is increasingly utilized as a base for terrorist financing orchestrated by the Al Qaeda in Islamic Maghreb (AQIM). This is not unconnected with the persistence of fragile states syndrome, weak and inadequate institutions, existence of fundamentalist consciousness and use of the sub-region as transit route for drug trafficking between South America and Europe. The paper further contends that the sub-region has become useful to the AQIM who now utilize part of the ungoverned spaces as bases for recruitment, training and assaults in pursuits of its wider strategic objectives. This trend portends danger for the security of states in the entire sub-region. Consequently, the paper therefore suggests that states in West Africa should strengthen their capabilities and solicit international cooperation in their efforts to combat the activities of AQIM.*

The solution for the Salafists is not to ignore them. If you ignore them, they will be fixed in the national conscience and it will be very difficult to get them out...<sup>1</sup>

### Introduction

A fundamental security challenge confronting the international community in the 21st Century is the rising wave of terrorism across the globe. The enormity of this challenge cannot be overemphasised in view of the increasing security threats posed to the global community by terrorist organisations especially the Al Qaeda Network (AQN). This position is without prejudice to the divergent views and contentions as well as the underlying factors that cause terrorism. Rather, the concern is drawn more from the apprehension, casualty rate and overall implication of terrorism

\*\* C. Nna-Emeka Okereke is with the African Centre for Strategic Research and Studies, National Defence College NIGERIA; He also facilitates Peace and Conflict Studies at the National Open University of NIGERIA



and terrorist acts to the provision of order and security of lives and property which constitute the *raison d'être* of the state.

Some notable incidences of terrorism across the globe include the kidnap and murder of some Israeli contingents to the 1972 Olympics fiesta in Munich, Germany by members of the Black September Group, series of assaults by the Irish Resistance Army (IRA) on the United Kingdom, mid air bombing of a Pan Am flight 103 in December 1988 by Libyan backed terrorist in Lockerbie, Scotland which resulted in the death of 259 persons on board and 11 persons on the ground, hijack of an Air France flight from Algiers to Paris on Christmas Eve in 1994 by member of the Armed Islamic Group (GIA) which was targeted to hit the Eiffel Tower in Paris, series of suicide attacks against the State of Israel, the 11 September 2001 attacks on the World Trade Centre (WTC) in New York, the Madrid bombing of March 2004 which resulted in the death of 191 persons, the bombing of British subway in London in June 2005 the Bali attacks in Indonesia, the November 2008 Mumbai attack in India and the botched midair attempt to blow up a Detroit (USA) bound plane by a Nigerian recruit, Farouk Umar Abdulmuttalab on 25 December 2009 which was orchestrated by the Al Qaeda in the Arabian Peninsula operating from Yemen.

In Africa, the Luxor Massacre of 17 November 1997 in Egypt, the bombing of the embassies of United States of America in Nairobi, Kenya and Dar es Salaam, Tanzania in 1998 by terrorists associated with the Al Qaeda Network and the 1976 hijack of a French commercial airline at Entebbe in Uganda which resulted in the Entebbe raid by Israeli troops are all incidences of terrorist aggression. In Tunisia, a suicide truck detonated outside the El-Ghriba synagogue on the Island of Djerba killing about 20 persons in April 2002<sup>2</sup> while in Morocco, the Salafists were linked to the 16 May 2003 suicide bomb attack on five western and Jewish targets in Casablanca, which led to the death of 45 persons with over 100 persons injured.<sup>3</sup> Other incidents of terrorist aggression in North Africa include the 7 October 2003 Sinai bombings in Hilton Taba, Ras al-Shitan and Baddiya camp



and the Cairo attacks of April 2005 in Egypt. And December 2007 attack on United Nations Office in Algiers. Of all the North African countries, the government and people of Algeria have since 1991 experienced more terrorist attacks by Islamic fundamentalists.

It is important to note that terrorism and terrorism related crimes have also been experienced in parts of West Africa. For instance, in October 1993, a Nigerian Airways plane was hijacked by members of the Movement for the Advancement of Democracy who demanded for de-annulment of 12 June 1993 Presidential election result in Nigeria.<sup>4</sup> In Niger and Mali, terrorism related crimes such as kidnapping of tourists by the Al Qaeda in the Land of Islamic Maghreb (AQIM) have hit global headlines. Similarly, Guinea Bissau, Liberia, Sierra Leone and Burkina Faso are increasing gaining notoriety as transit route for drugs and cigarette smuggling across the Sahara while the AQIM is reputed for protection rackets to organised criminal gangs engaged in these underground economic activities. The proceeds from these organised criminal activities are sometimes invested in terrorist financing.

Interestingly, the global community have resolved to tackle headlong, the challenge posed by international terrorism. For instance, in 2006 the UN passed the UN Global Counterterrorism Strategy with its annexed Plan of Action. Such initiative in the views of Sheikha Haya Rashed Al Khalifa represents a common testament that the United Nations will face terrorism head on and that terrorism in all its form and manifestations, committed by whomever, wherever and for whatever purposes must be condemned and shall not be tolerated.<sup>5</sup>

Several other international organisations and national governments have also taken measures to combat the scourge of terrorism. The Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) during her Counter-terrorism Task Force meeting in Khon Kaen (Thailand), adopted the APEC Counter-terrorism Action plan which outlined major areas of policy actions by member



states in the war against terror. The matrix encouraged all APEC members to both identify their needs and outline what they can offer in the area of capacity building to combat terrorism. It further established a list of APEC Counter-terrorism point of contact to facilitate the distribution of information relating to counter-terrorism.

Similarly, the European Union (EU) strengthened its commitments to counterterrorism by adopting a counter-terrorism strategy that committed the Union to combating terrorism globally while respecting human rights, allowing its citizens to live in area of freedom, security and justice. The four significant strands of the Strategy include; preventing people from turning to terrorism by tackling the factors or root causes which lead to radicalisation and recruitment; protect citizens and infrastructure and reduce vulnerability to attack; to pursue and investigate terrorist globally and to prepare the Union in the spirit of solidarity to manage and minimise the consequences of a terrorist attack.<sup>6</sup>

In Africa, the commitment of African countries to counter-terrorism resulted in the adoption of the Convention on the Prevention and Combating of Terrorism at the 35th Summit of the defunct OAU in Algiers in July 1999. This commitment was further reiterated in the Dakar Declaration against terrorism during the October 2001 Summit of the African Union (AU). Here, African leaders identified terrorism as an impediment to peace and development in the continent and consequently resolved to collaborate effectively to combat the phenomenon. Various national governments across the globe have also intensified commitments to counterterrorism.

Despite, the prosecution of the war against terrorism, the scourge of international terrorism has continued across the globe. In the Arab Maghreb, the Salafist Group for Preaching and Combat which metamorphosed from the Armed Islamic Group (GIA) in Algeria aligned itself to the Al Qaeda Network in 2006 and subsequently changed its name to the Al Qaeda in the Land of Islamic Maghreb (AQIM) with authority to grant franchise to similar cells across the region and beyond. In another development,



Islamic fundamentalists from Iraq and Afghanistan have merged with local Islamists in Yemen to form the Al Qaeda in the Arabian Peninsula (AQAP). So far, the pursuit of AQN strategic objectives through the AQIM has drawn the organisation southwards towards parts of West Africa. It is this development that constitutes the motif force for this paper. Consequently, the paper will focus on the activities of AQIM and its impacts on West Africa.

## **Understanding the AQIM**

The AQIM is an Islamic fundamentalist movement in Africa that has been designated a Foreign Terrorist Organisation by the United States Department of States. Similarly, the European Union and various national governments especially in North Africa have labeled the AQIM which emerged from remnants of the Groupe Salafiste pour la Predication et le Combat or the Salafist Group for Preaching and Combat (GSPC) as a terrorist organisation.<sup>7</sup> The GSPC was formed in 1998 by a breakaway faction of the Armed Islamic Group (GIA) opposed to the targeting of civilian population. It became one of the various fundamentalist Islamic movements committed to the pursuit and restoration of the original text of Islam in North Africa. Its logical strategic objective therefore was to overthrow national government and establish an Islamic state.

The creation of AQIM was the logical consequences of political developments in Algeria and parts of North Africa and the wider Global War on Terror which intensified in the aftermath of the 9/11 attacks on the WTC in New York. It will be recalled that in the 1990s, Islamic groups in Algeria were allowed to play active parts in the country's politics. However, when the Islamic Salvation Front gained adequate mass support necessary to win political power during the 1991 elections in Algeria, the military intervened and annulled the electoral process. The consequence of this intervention was the outbreak of widespread violence and attacks from the Islamic fundamentalists such as the Armed Islamic Group (GIA). The ensuing conflict continued in Algeria throughout the 1990s.



In 1998, a breakaway faction of the GIA under the leadership of Hassan Hatab formed the GSPC, a name which echoed an Islamic group in Morocco. The GSPC gained popular support by pledging to avoid attacks on civilian population. In 2005, members of a Salafist cell were captured in Morocco while some joined forces with the Islamists struggling to overthrow the government of President Abdelaziz Bouteflika in Algeria. The organisation is reputed to get its funding from sympathetic Algerians living abroad and its traditional engagements in underground economy based on money laundering, protection racket and smuggling across the international boundaries of Mauritania, Niger, Chad, Mali and Libya.

Despite the offer of amnesty to the Islamists in 1999 and later 2006 which led to reduction of hostilities, the attacks on the state by Islamic fundamentalist continued in Algeria. In September 2003, Hassan Hatab was deposed as the National Emir of the GSPC by a splinter group which recognised Nabil Sahraoni (Sheikh Abou Ibrahim Mustapha) as Leader. It was this splinter group that spearheaded the integration of the GSPC into the Al Qaeda Network (AQN) in September 2006. Other leading members of the GSPC include Abou Mossab Abdel Wadoud, Mokhtar Belmokhtar and Amari Saifi.

The GSPC eventually changed its name to AQIM in January 2007. The change of name has elicited varying interpretations from intelligence and counterterrorism experts. This move has sometimes been interpreted as acts of desperation by an emasculated group seeking to attract new recruits and resources within its ranks by identifying with AQN while other perceive it as an indication that the AQN has expanded its global operation through its new cells in North Africa.<sup>8</sup> This perception is that sequel to the losses suffered by the larger Al Qaeda Network (AQN) in Iraq and Afghanistan from Western forces, some of the fighters moved to Morocco and Algeria in North Africa to establish the AQIM. The North African wing of the AQN, had franchise to establish cells throughout the Arab Maghreb and to federate all Salafist organisations in the region.<sup>9</sup> The new approach of AQN



was designed to make the North African wing, which had considerable geographical proximity to Europe, a strategic front for the global assault against western interests.

The AQIM is believed to have strength of about 600 – 800 recruits within its membership. Since the change of name to AQIM, the organisation has continued with its assaults on public safety in Algeria. Some of the attacks ascribed to it include the following:

- i. The 15 October 2006 attack in Sidi Medjahed, Ain Delfa in Algeria
- ii. Bomb explosions in the Kabylia region of Algeria
- iii. The January 2007 attack at Solimane in Tunisia
- iv. April 2007 attacks on official buildings in Algiers
- v. September 2007 suicide bombs attacks on the motorcade of President Bouteflika
- vi. December 2007 attack on United Nations building in Algiers which killed 17 UN staff
- vii. The abduction of UN Special envoy, Robert Fowler and his assistant, Louis Guay, near Niamey, Niger in December 2008,
- viii. The February 2009 attack at Jijel, Algiers
- ix. The 30th July 2009 ambush of Algerian soldiers outside the coastal town of Damous near Tipaza <sup>10</sup>

## **Exploring AQIM's Operations in West Africa**

The foregoing analysis indicates that although AQIM emerged from the contradictions of domestic politics within the North African states on



the one hand, and the challenges of the Global War on Terror (GWOT) launched by United States government in the aftermath of the 9/11 attack on the WTC. Having made this observation, this section of the paper attempts to identify the significance of West Africa in AQIM's strategic plan. To this effect, it is noteworthy to indicate that AQIM's choice of West Africa is informed by several reasons. Principal among these is the fact that West Africa has a substantial Muslim population, as high as 40 per cent in some estimates. Owing to the linkage being drawn between al-Qaeda and radical/militant forms of political Islam that are clearly anti-American/Western, many strategic thinkers and analysts are of the view that Muslims in West Africa may provide a sanctuary for terrorists.<sup>11</sup>

Secondly, as the GWOT intensifies in other regions of the world, terrorist networks seek ungoverned spaces and fragile states to operate from. For instance, as the GWOT intensifies in Afghanistan and Iraq, members of the AQN sought new strategic bases in North Africa and elsewhere. However, the intensification of the clamp down on suspected militant and active cells in Algeria, Egypt, Morocco and Tunisia compelled these cells to seek refuge in parts of the fragile states in West Africa.

The vulnerability of the West African sub-region to threats of terrorism is heightened by its history of armed conflicts, proliferation of militants groups and rebel movements, illicit trade in arms as well as porous land and sea borders which are often times poorly patrolled by relevant security agencies. Mauritania, Mali, Niger, Nigeria, Chad, Sudan, Ethiopia and Somalia represent a continuum on the Sahelian transit route that is porous to the movement and training of terrorists.<sup>12</sup> The ranks of the illegal migrants that ply these routes include militias and ex-rebels who are potentials mercenaries and terrorists.

The GSPC also seek the complicity of security agents and nationals of West African countries to execute their activities. For instance, 6 Malians and one Mauritania were implicated in the botched attempt at arms smuggling



between Mali and Algeria on 23 January 2004.<sup>13</sup> In addition, there exists pervasive corruption by border officials along many of the manned border areas in the region. This fact was acknowledged by the Report of the Nigerian Institute of International Affairs (NIIA) which observed:

...that there is a high level of corruption at immigration points, where in some cases, the police or immigration officers would collect money to stamp passports, or in some instances, the passports are not even stamped or signed. This was the case from the Nigerian border all the way to Togo, except in Ghana...<sup>14</sup>

These security challenges are compounded by the persistence of crisis of leadership, politics of exclusion, growing waves of religious intolerance especially in Nigeria and the abuse of ECOWAS protocol on free movement of persons and goods.

From the above, it can be reasoned that West Africa is strategic to AQIM because the organisation believes that the sub-region have some weak and fragile states which are incapable of providing sufficient security to deter its activities. In addition, the local population is largely poor and gullible to fundamentalist propaganda suitable for recruitment of its ranks. While as GSPC, it established the Sahara Katibat based in the Tibesti Mountain for the purpose of recruiting new members from Chad, Sudan, Libya, Mauritania, Mali and other West African countries. While Libya discovered GSPC training ground along parts of Libya-Chad borders, Nigerian security officers arrested 6 persons between October and November 2007 alleged to have received training under GSPC/AQIM.<sup>15</sup> Consequently, authorities in Mali, Niger and even Nigeria are concerned over the use of uncontrolled territories by GSPC/AQIM. Evidently, the use of Sahara for training and arms smuggling also makes West Africa strategic to AQIM operations.

It is however important to note that in the pursuit of its objectives, AQIM is largely reputed to be engaged in the underground economy to sustain its operation. Like the Hezbollah organisation which sourced donations from



Lebanese commercial community in West Africa and funding from the proceeds of diamond trade in Sierra Leone and Liberia to finance its global operations, the Al Qaeda and its cells in North Africa also apply the same tactics for fund raising in West Africa.<sup>16</sup> The organisation was alleged to have paid Charles Taylor for protection and also joined him in the African diamond trade, raising millions of dollars for terrorist activities.<sup>17</sup>

The AQIM have often been linked to kidnapping activities in parts of West Africa. For instance, in February 2003, the Salafist Groups for Preaching and Combat (GSPC) which later became the AQIM kidnapped 32 European tourists in Southern Algeria towards its borders with Mali. The tourists were released after a ransom of 5.5 million Euros was paid. Similarly, in March 2008, the group kidnapped 2 Austrian tourists in Tunisia and held them in northern Mali.<sup>18</sup> In another development, Edwin Dyer, a British hostage, kidnapped in Niger in February 2009 but held hostage in Mali was killed in June 2009 by the Al Qaeda group operating in Mali. The Al Qaeda cell also held Werner Greiner, a Swiss national, captured alongside Edwin Dyer in captivity. Furthermore, in November 2009, gunmen tried to seize a group of US embassy employees in Niger.

The AQIM are also alleged to facilitate transnational organised crimes across West Africa. The organisation is perceived to be financed through the proceeds from smuggling of items such as vehicles, cigarettes, drugs and arms in and across West Africa. In December 2009, three suspected AQIM members, Oumar Issa, Harouna Toure and Idress Abelrahman were apprehended in Ghana and handed over to United States Drug Enforcement Administration agents during an international anti-drug operation. The suspects are accused of narco-terrorism and conspiracy to transport an estimated 1,000 kilos of cocaine.<sup>19</sup> The suspects agreed to transport cocaine through West Africa to North Africa with the intent of supporting 3 terrorist organisations, the AQN, AQIM and Fuerzas Armada Revolucionarias de Colombia-FARC) or Revolutionary Armed Forces of Columbia.<sup>20</sup>



In addition, the organisation guarantees right of passage to smugglers and illegal immigrants operating in the Sahara desert especially where official authority of states are weak or non-existent and also recommends ways for smugglers to avert being apprehended by various national customs and security forces along the routes. The engagement of AQIM in organised crimes in across West Africa is informed by several reasons. One, the pressure from the Algerian security services in Algeria has forced the group to seek less hostile bases in Southern Algeria along the borders with northern Mali where it relies on the proceeds from drug business, kidnapping for ransom and other criminal activities to sustain its survival.

The AQIM also engage the armed forces of West and Central African states in armed confrontation. For instance, on 11 March 2004, members of the GSPC under the leadership of a former Algerian soldier named Saifi Ammari (the Para) engaged the armed forces of Niger and Chad in firefight leading to severe casualties on both sides. Similarly, in June 2009, the AQIM killed Lt Col Lamana Ould Cheikh, a senior Malian Intelligence Officer in Timbuktu.<sup>21</sup> In response to this incident, Mali's security forces attacked a suspected Al Qaeda base in the Sahara desert near the Algerian border killing 12 militants. This incident to terrorism observers revealed AQIM's intention to extend its operations beyond Algeria's Southern borders.<sup>22</sup>

### **Impact of AQIM activities on West Africa**

The nature of AQIM's activities in West Africa constitutes direct threats to the secular status of most West African countries and the liberal reason of state.<sup>23</sup> Its Salafist doctrine seeks to topple the secular states and enthroned Islamic order. This simply suggests that AQIM's long term strategic goal will lead to violent overthrow of the state, frustration of national economies and thereby constitutes direct assaults on the Economic Community of West African States (ECOWAS) Protocol on Democracy and Good Governance.



Another consequence of the AQIM operations in West Africa is the threat to tourism in the sub-region. Following the increase in AQIM linked terror especially kidnapping of Europeans in Niger and Mali, the United Kingdom travel advisory raised the threats around Mali to High and issued travel warnings to her nationals. Similarly, the US State Department issued warning to all Americans and even aid workers advising them to leave Mali's northern regions. The implication to the tourism industry which hosts two of the world famous music festivals, Sahara Night and the Festival Au Desert was enormous. For instance, in 2009, the number of European tourist to Timbuktu estimated at about 10,000 annually was halved as a result of terror threats from AQIM.<sup>24</sup> The overall consequence was a reduction in business and revenue accrueable from tourists during the fiestas.

In another development, the January 2008 Dakar Rally, an epic motorcycle, car and truck race across the Sahara involving about 550 competitors was cancelled as a result of terror threats associated with the Al Qaeda. The Dakar Rally involving a 16-day, 5760-mile trek through Europe to Senegal usually attract several tourist to Senegal and Mauritania. The threat was informed by the killing of a family of French tourist in Mauritania on 24 December 2007.<sup>25</sup>

The AQIM and other rebel elements in parts of West Africa also constitute threats to ECOWAS pursuit of security and integration in West Africa. Although it seems relatively unpronounced, terror threats on critical infrastructures in the sub-region cannot be wished away. For instance, it has been contended that the Tuareg rebels in Niger and the AQIM posed severe threats to the US\$20 billion Trans-Sahara Gas Pipeline project proposed to build pipelines between West Africa and Europe. Such apprehension is held by the Global Insight, a financial and political consultant and the Middle East analyst.<sup>26</sup>



The destabilizing effects of AQIM operations on the economies and politics of West African states cannot be overemphasized. Underground economic activities such as smuggling usually reduce national revenue and hinder the attainment of national economic objectives. The fear of kidnapping by AQIM agents also threaten the operations of aids agencies and charity organisations in Mali. Riborg Knudsen, Country Director of Norwegian Church Aid in Bamako acknowledged that the risk of kidnapping portend danger for not just their individual staff but also the whole project of his charity in the country.<sup>27</sup>

The AQIM operations in West Africa have also resulted in the influx of extra-continental interest in the security of the sub-region. For instance, in 2004 the George Bush administration in the United States embarked on a US\$100 million anti-terror initiative, the Pan-Sahel Initiative (PSI) for the Saharan nations of Chad, Mali, Mauritania and Niger.<sup>28</sup> The project was designed as a 60 days training of military units within the 4 nations. Similarly, the Operation Enduring Freedom and Flintlock 2005 were also organised by the United States which alleges that the Sahel-Saharan areas have become a terrorist sanctuary and training ground for Salafist recruits.<sup>29</sup> In the words of the General C Wald, deputy commander US European Command, “We can’t allow areas like that to be ungoverned, to become a haven for terrorists.<sup>30</sup>

## Counterterrorism Initiatives and Measures in West Africa

The ECOWAS and various national governments in West Africa have adopted several measures designed to combat threats of terrorism in the sub-region. Such measures include pledging support and commitments to various international protocols on counterterrorism adopted by the United Nations and African Union among others. Article 3 (d) of the 1999 ECOWAS protocol for Conflict Prevention, Management, Resolution, Peacekeeping and Security expressly proclaimed the organisation’s commitment to “strengthen cooperation in the areas of conflict prevention, early-warning, peace-keeping operations, the control of cross-border crime, international terrorism and proliferation of small arms and anti-personnel mines”<sup>31</sup>



In pursuit of its counterterrorism initiatives, the leaders of the ECOWAS during January 2007 summit in Niamey expanded the mandate of the Senegal based Inter-Governmental Action Group against Money Laundering (GIABA) to include combating terrorism. The aim is to raise ECOWAS commitment in the war against terrorism to global standard. This is more so from a realisation that terrorist organisations are sophisticated in both funding and organisation and that such organisations often raise funds for their operations through money laundering.<sup>32</sup>

At the national level, many countries in the sub-region have taken various measures aimed at combating terrorism and organised crimes. For instance, Gambia, and Cote d'Ivoire have drafted and passed counter-terror legislations. In The Gambia, the Anti-terrorism Act 2000 and the Anti-Money Laundering Act 2003 provide platform to combat terrorism and other related matters. While Ghana established counter-terrorism intelligence centre at the national level in October 2001 in response to the menace of terrorism in the aftermath of the Al Qaeda assault against USA in September 2001.

Nigeria like other West African countries has pledged commitment to international documents on counterterrorism. In addition to backing UN Resolutions 1267, 1333 and 1368, she is also a party to 13 universal anti-terrorism instruments. At the domestic scene, although Nigeria lacks a comprehensive anti-terrorism legislation, she has taken several legislative and institutional measures to combat terrorism and transnational organised crimes within and outside her borders. For instance, the Economic and Financial Crimes Act 2004 empower the Economic and Financial Crimes Commission (EFCC) to combat various economic and financial crimes including Advanced Fee Fraud (aka 419), money laundering and corruption. In addition, Nigerian security and intelligence agencies are also proactive in combating perceived and obvious threats to national security.



It is noteworthy to observe that the attempt by the Executive to promulgate the Terrorism Prevention Bill (TPB) 2006 was thrown out by the National Legislature. Opponents of the bill feared that the bill designed to give the President enormous powers, will be used to suppress opposition if passed into law. However, following the failed Christmas day attempt by a Nigerian, Mallam Farouk Abdulmuttalab to blow up an American Jetliner in December 2009 and subsequent blacklisting of Nigeria into America's terrorist watch list with stringent implications to Nigerian nationals, the Nigeria's parliament, the National Assembly has revived debates on the imperative of an anti-terrorism legislation in the country.

## Conclusion

The activities of AQIM in West Africa remain a regional security challenge that should not be taken for granted. Although the AQIM seems presently preoccupied with facilitating the underground economic activities in the sub-region to finance the strategic objectives of the AQN, the sub-region remain fertile ground for implementing acts of international terrorism. This deduction is drawn from the realisation that there exist several western interests such as diplomatic missions, companies and staff that are likely targets for terrorist attacks. Consequently, AQIM bases in the so called ungoverned spaces in West Africa have emerged as another source of threats to North Africa and western interests of European and American nations.

The fact that West Africa possess certain natural features and some fragile states with weak institutions and law enforcement capabilities qualify the region to serve as a base for its training and logistics necessary for terrorist occupation. In addition, the engagement of the AQIM in underground economic activities to sustain its global operation also constitute threat to the economies of West African nations many of which are classified as Low Income Countries Under Stress (LICUS). The consequence is persistence of transnational organised crimes and widespread insecurity in the sub-region.<sup>33</sup> This effect will perpetuate the fragile states syndrome which



constitute a feature of the sub-region. This is even more precarious as many countries within the sub-region are characterised by weak institutions and low capacity to contend with the AQIM threat.

This reality therefore suggests the need for the intensification of counterterrorism cooperation and assistance to West Africa. The apparent weaknesses of various national institutions in West Africa suggest that there should be intensification of mutual cooperation with international agencies like the United Nations Office for Drug and Crime (UNODC), International Police (INTERPOL), Paris based Financial Action Task Force (FATF) and various international organisations in the war against terror and transnational organised crimes in the sub-region. Furthermore, technical assistance could be sought from development partners like the IBRD, IMF, Egmont Group especially with regards to combating money laundering by suspected terrorists within the sub-region. This will be complemented by freezing the funds of terrorist organisations penetrating the sub-region.

## **Recommendations**

There should be a multifaceted approach to deal with this burgeoning AQIM threat. This will require:

- a. Strengthening the law enforcement capacity of West African countries through specialized training and provision of necessary equipment and logistics.
- b. Building counterterrorism capabilities of various armed forces in West Africa through programmes like the Trans-Saharan Counterterrorism Partnership, Pan Sahel Initiative (PSI).
- c. National governments throughout West Africa should solicit international cooperation to tackle the challenge of border security more seriously.



- d. National governments throughout the sub-region should sustain mutual cooperation with such international organisations and agencies engaged in combating terrorism and transnational organised crimes.
- e. Counterterrorism measures in the sub-region should be pursued within the UN framework especially as it concerns human right protection.
- f. Various national governments in West Africa should strengthen the capacities of the intelligence sector in counterterrorism endeavours.
- g. West African states should intensify efforts at combating corruption and money laundering.
- h. National governments in West Africa should put in place the necessary legislative framework and instrument. This should be complimented by strengthening the criminal justice system throughout the sub-region.
- i. National governments should ratify, domesticate and implement relevant international protocols on counterterrorism.
- j. Various levels of governments in West Africa should exert political will in addressing the challenges of Islamic fundamentalism and politics of exclusion.
- k. National governments in West Africa should improve the levels and standards of governance to ensure effective provision of basic amenities and delivery of public good in respect of the governance pact with their citizens.
- l. ECOWAS and various national governments should intensify collaboration at addressing the proliferation of Small Arms and Light Weapons appropriately.
- m. ECOWAS should evolve a sub-regional counterterrorism framework that will adequately address the AQIM challenge.



## REFERENCES AND NOTES

- 1 Ibrahim Idbartanat, in “Al Qaeda rises in West Africa” The Christian Science Monitor Sunday 27 December 2009.
- 2 United States of America, “Tunisia: Country Report on Terrorism” Report of the Office of the Coordinator for Counterterrorism, 27 April 2005.
- 3 Carol Migdalovitz, “Morocco: Current Issues” in Congressional Research Service (CRS) Report for Congress, 11 January 2005
- 4 C. Nna-Emeka Okereke, “Capacity Building for Combating terrorism in West Africa” Nigerian Forum, Volume 29, Number 1-2, January/February 2009.
- 5 Statement by Sheikha Haya Rashed Al Khalifa, President of the 61st Session of the General Assembly while launching the UN Global Counter-Terrorism Strategy on 19 September 2006.
- 6 European Union, Factsheet: The European Union and the Fight against Terrorism, Brussels, 9 March 2007.
- 7 The GSPC is also known in Arabic as Al-Jamaa’tu L-Salafiyatu li l-Dawati wa l-Qitaal.
- 8 BBC News “Profile: Al-Qaeda in North Africa” in <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6545855> Wednesday 3 June 2009
- 9 David Eshel, “Defeated in Iraq, Al Qaeda migrates to Maghreb-Next Stop: Europe” [http://www.defense-update.com/analysis/analysis\\_161207\\_algire.htm](http://www.defense-update.com/analysis/analysis_161207_algire.htm) (accessed 2 February 2010)



10 BBC News “Profile: Al-Qaeda in North Africa” in <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/6545855> Wednesday 3 June 2009

11 Cyril Obi, “Terrorism in West Africa: Real, Emerging or Imagined Threats” Africa Security Review Volume 15, Number 3, 2006

12 Ouedraogo B. Roger, “Le Developpement de Plan de Surete Interne dans le Cadre de la Securite des Infrastructures Critique et des Site Sensible” Paper presented at African Centre for Study and Research in Terrorism organised Seminar on Development of Plan for Internal Safety of Critical Infrastructures and Sensitive Sites” Venue: Kofi Annan International Peace Training Centre, Accra GHANA between 6th -8th October 2008,

13 UN Security Council, Report of the Counter Terrorism Committee on Algeria (S/2004/278, 26 September, 2006

14 Nigerian Institute of International Affairs, NIIA News, Newsletter of the Nigerian Institute of International Affairs, Volume 4, Number 1, January-March 2008, p.p. 1-2

15 Anneli Botha, Terrorism in the Maghreb: The Transnationalisation of Domestic Terrorism, Institute of Security Studies Monograph Series, Number 144, June 2008, p. 70

16 Matthew Levitt cited in Gani Yoroms, “Counter-Terrorism Measures in West Africa” in Anneli Botha and Wafula Okumu (eds.) Understanding Terrorism in Africa: Building Bridges and Overcoming the Gaps (Pretoria: Institute for Security Studies, 2008) p. 91

17 WestAfrica: Debate over Al Qaeda’s Connection to West Africa’s Diamond Trade takes New Turns in <http://allafrica.com/stories/200408050800.html> posted 5 August 2004.



18 Amado Philip de Andres, “Organised Crime, Drug Trafficking, Terrorism: 1 The New Achilles’ Heels of West Africa” Deputy Regional Representative for United Nations Office for Drug and Crimes for West and Central Africa.

19 Jim Kouri, “Evidence that Al-Qaeda is funding terror operations with drugs” <http://www.newjerseynewsroom.com/nation/evidence-that-al-qaeda-is-funding-terror-ope> (accessed 28 January 2010)

20 J Peter Pham, “Emerging West African Terror-Drug Nexus poses major security threat” [http://www.familysecuritymatters.org/publications/id.5374/pub\\_detail.asp](http://www.familysecuritymatters.org/publications/id.5374/pub_detail.asp) (accessed 28 January 2010)

21 BBC News, “Mali Army Attack Al Qaeda Base” <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8104491.stm>  
(Wednesday 17 June 2009)

22 Botha, op. cit p. 69

23 The state in liberal terms, exist to ensure order, stability and the pursuit o development.

24 Mike Pflantz, “Terror threat pushes Timbuktu on t UK travel blacklist-Telegraph” <http://www.telegraph.co.uk/travel/destination/africaandindianocean/mali/6638537/Terror> (accessed 05 February 2010)

25 Dakar Rally cancelled over terror threats in <http://www.nationalterroralert.com/update/2008/01/04dakar-rally-cancelled-over-terror> (accessed 5 February 2010).

26 Samuel Ciszuk cited in Terry Macalister “Sahara gas pipeline faces immense terror threat” in The Observer, Sunday, 1 March 2009.

27 Riborg Knudsen quoted in “Al Qaeda rises in West Africa” The Christian Science Monitor Sunday 27 December 2009.



28 It is important to note that Mali, Mauritania and Niger share common border with Algeria which has since the 1990s come under several assaults by militant and Salafist cells, including the AQIM.

29 United States Department of Defence Press Release “Flintlock 2005” Military Exercise 17 June 2005 or visit [http://www.defenselink.mil/news//Jun2005/20050617\\_1761.html](http://www.defenselink.mil/news//Jun2005/20050617_1761.html)

30 General C Wald quoted in A Koch, US to bolster counter-terrorism assistance to Africa, Jane’s Defence Weekly, 1 October 2004 (12 April 2005)

31 ECOWAS, Protocol Relating to Mechanism for Conflict Prevention, Management, Resolution, Peacekeeping and Security (Abuja: ECOWAS Commission 1999)

32 Okereke, op. cit

33 Widespread insecurities in this case refer to crisis of governance, political instability, weak institutions, increased criminality and persistent conflicts



# African Journal



## ANNEXE I

### OAU CONVENTION ON THE PREVENTION AND COMBATING OF TERRORISM (1999)

#### **The Member States of the Organization of African Unity:**

Considering the purposes and principles enshrined in the Charter of the Organization of African Unity, in particular its clauses relating to the security, stability, development of friendly relations and cooperation among its Member States;

Recalling the provisions of the Declaration on the Code of Conduct for Inter-African Relations, adopted by the Thirtieth Ordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the Organization of African Unity, held in Tunisia, Tunisia, from 13 to 15 June, 1994;

Aware of the need to promote human and moral values based on tolerance and rejection of all forms of terrorism irrespective of their motivations;

Believing in the principles of international law, the provisions of the Charters of the Organization of Africa Unity and of the United Nations and the latter's relevant resolutions on measures aimed at combating international terrorism and, in particular, resolution 49/60 of the General Assembly of 9 December, 1994 together with the annexed Declaration on Measures to Eliminate International Terrorism as well as resolution 51/210 of the General Assembly of 17 December, 1996 and the Declaration to Supplement the 1994 Declaration on Measures to Eliminate International Terrorism, annexed thereto;

Deeply concerned over the scope and seriousness of the phenomenon of terrorism and the dangers it poses to the stability and security of States;

Desirous of strengthening cooperation among Member States in order to forestall and combat terrorism;



Reaffirming the legitimate right of peoples for self-determination and independence pursuant to the principles of international law and the provisions of the Charters of the Organization of African United Nations as well as the African Charter on Human and People's Rights;

Concerned that the lives of innocent women and children are most adversely affected by terrorism;

Convinced that terrorism constitutes a serious violation of human rights and, in particular, the rights to physical integrity, life, freedom and security, and impedes socio-economic development through destabilization of States;

Convinced further that terrorism cannot be justified under any circumstances and, consequently, should be combated in all its forms and manifestations, including those in which States are involved directly or indirectly, without regard to its origin, causes and objectives.

Aware of the growing links between terrorism and organized crime, including the illicit traffic of arms, drugs and money laundering;

Determined to eliminate terrorism in all its forms and manifestations;

## **HAVE AGREED AS FOLLOWS:** **PART 1** **SCOPE OF APPLICATION**

### **Article 1**

For the purposes of this Convention:

1. "Convention" means the OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism.
2. "State Party" means any Member State of the Organization of African Unity which has ratified or acceded to this Convention and has deposited



its instrument of ratification or accession with the Secretary General of the Organization of African Unity.

3. “Terrorist act” means:

(a) any act which is a violation of the criminal laws of a State Party and which may endanger the life, physical integrity or freedom of, or cause serious injury or death to, any person, any number or group of persons or causes or may cause damage to public or private property, natural resources, environmental or cultural heritage and is calculated or intended to:

(i) intimidate, put in fear, force, coerce or induce any government, body, institution, the general public or any segment thereof, to do or abstain from doing any act, or to adopt or abandon a particular standpoint, or to act according to certain principles; or

(ii) disrupt any public service, the delivery of any essential service to the public or to create a public emergency; or

(iii) create general insurrection in a State.

(b) any promotion, sponsoring, contribution to, command, aid, incitement, encouragement, attempt, threat, conspiracy, organizing, or procurement of any person, with the intent to commit any act referred to in paragraph (a) (i) to(iii).

## Article 2

States Parties undertake to:

(a) review their national laws and establish criminal offences for terrorist acts as defined in this Convention and make such acts punishable by appropriate penalties that take into account the grave nature of such offences;



- (b) consider, as a matter of priority, the signing or ratification of, or accession to, the international instruments listed in the Annexure, which they have not yet signed, ratified or acceded to; and
- (c) implement the actions, including enactment of legislation and the establishment as criminal offences of certain acts as required in terms of the international instruments referred to in paragraph (b) and that States have ratified and acceded to and make such acts punishable by appropriate penalties which take into account the grave nature of those offences;
- (d) notify the Secretary General of the OAU of all the legislative measures it has taken and the penalties imposed on terrorist acts within one year of its ratification of, or accession to, the Convention.

## Article 3

- 1. Notwithstanding the provisions of Article 1, the struggle waged by peoples in accordance with the principles of international law for their liberation or self-determination, including armed struggle against colonialism, occupation, aggression and domination by foreign forces shall not be considered as terrorist acts.
- 2. Political, philosophical, ideological, racial, ethnic, religious or other motives shall not be a justifiable defence against a terrorist act.

## PART II AREAS OF COOPERATION

## Article 4

- 1. State Parties undertake to refrain from any acts aimed at organizing, supporting, financing, committing or inciting to commit terrorist acts, or providing havens for terrorists, directly or indirectly, including the provision of weapons and their stockpiling in their countries and the issuing of visas and travel documents.



2. States Parties shall adopt any legitimate measures aimed at preventing and combating terrorist acts in accordance with the provisions of this Convention and their respective national legislation, in particular, they shall do the following:

- (a) prevent their territories from being used as a base for the planning, organization or execution of terrorist acts or for the participation or collaboration in these acts in any form whatsoever;
- (b) develop and strengthen methods of monitoring and detecting plans or activities aimed at the illegal cross-border transportation, importation, export, stockpiling and use of arms, ammunition and explosives and other materials and means of committing terrorist acts;
- (c) develop and strengthen methods or controlling and monitoring land, sea and air borders and customs and immigration check points in order to pre-empt any infiltration by individuals or groups involved in the planning, organization and execution of terrorist acts;
- (d) strengthen the protection and security of persons, diplomatic and consular missions, premises or regional and international organizations accredited to a State Party, in accordance with the relevant conventions and rules of international law;
- (e) promote the exchange of information and expertise on terrorist acts and establish data bases for the collection and analysis of information and data on terrorist elements, groups, movements and organizations;
- (f) take all necessary measures to prevent the establishment of terrorist support networks in any form whatsoever;
- (g) ascertain, when granting asylum, that the asylum seeker is not involved in any terrorist act;



- (h) arrest the perpetrators of terrorist acts and try them in accordance with national legislation, or extradite them in accordance with the provisions of this Convention or extradition treaties concluded between the requesting State and the requested State and, in the absence of a treaty, consider facilitating the extradition of persons suspected of having committed terrorist acts; and
- (i) establish effective co-operation between relevant domestic security officials and services and the citizens of the States Parties in a bid to enhance public awareness of the scourge of terrorist acts and the need to combat such acts, by providing guarantees and incentives that will encourage the population to give information on terrorist acts or other acts which may help to uncover such acts and arrest their perpetrators.

## Article 5

States Parties shall co-operate among themselves in preventing and combating terrorist acts in conformity with national legislation and procedures of each State in the following areas:

1. States Parties undertake to strengthen the exchange of information among them regarding :
  - (a) acts and crimes committed by terrorist groups, their leaders and elements, their headquarters and training camps, their means and sources of funding and acquisition of arms, the types or arms, ammunition and explosives used, and other means in their possession;
  - (b) the communication and propaganda methods and techniques used by the terrorist groups, the behaviour of these groups, the movement of the leaders and elements, as well as their travel documents.
2. States Parties undertake to exchange any information that leads to:



- (a) the arrest of any person charged with a terrorist act against the interest of a State Party or against its nationals, or attempted to commit such an act or participated in it as an accomplice or an instigator;
- (b) the seizure and confiscation of any type of arms, ammunition, explosives, devices or funds or other instrumentalities of crime used to commit a terrorist act or intended for that purpose.
3. State Parties undertake to respect the confidentiality of the information exchanged among them and not to provide such information to another State that is not party to this Convention, or to a third State Party, without the prior consent of the State from where such information originated.
4. States Parties undertake to promote co-operation among themselves and to help each other with regard to procedures relating to the investigation and arrest of persons suspected of, charged with or convicted of terrorist acts, in conformity with the national law of each State.
5. States Parties shall co-operate among themselves in conducting and exchanging studies and researches on how to combat terrorist acts and to exchange expertise relating to control of terrorist acts.
6. State Parties shall co-operate among themselves, where possible, in providing any available technical assistance in drawing up programmes or organizing, where necessary and for the benefit of their personnel, joint training courses involving one or several States Parties in the area of control of terrorist acts, in order to improve their scientific, technical and operational capacities to prevent and combat such acts.



## PART III STATE JURISDICTION

### Article 6

1. Each State Party has jurisdiction over terrorist acts as defined in Article 1 when:

(a) the act is committed in the territory of that State and the perpetrator of the act is arrested in its territory or outside it if this punishable by its national law;

(b) the act is committed on board a vessel or a ship flying the flag of that State or an aircraft which is registered under the laws of that State at the time the offence is committed; or

(c) the act is committed by a national or a group or nationals of that State.

2. A State Party may also establish its jurisdiction over any such offence when:

(a) the act is committed against a national of that State; or

(b) the act is committed against a State or government facility of that State abroad, including an embassy or other diplomatic or consular premises, and any other property, of that State;

(c) the act is committed by a stateless person who has his or her habitual residence in the territory of that State; or

(d) the act is committed on board an aircraft which is operated by any carrier of that State; and

(e) the act is committed against the security of the State Party.



3. Upon ratifying or acceding to this Convention, each State Party shall notify the Secretary General of the Organization of African Unity of the jurisdiction it has established in accordance with paragraph 2 under its national law. Should any change take place, the State Party concerned shall immediately notify the Secretary General.
4. Each State Party shall likewise take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction over the acts set forth in Article 1 in cases where the alleged offender is present in its territory and it does not extradite that person to any of the States Parties which have established their jurisdiction in accordance with paragraphs 1 or 2.

## Article 7

1. Upon receiving information that a person who has committed or who is alleged to have committed any terrorist act as defined in Article 1 may be present in its territory, the State Party concerned shall take such measures as may be necessary under its national law to investigate the facts contained in the information.
2. Upon being satisfied that the circumstances so warrant, the State Party in whose territory the offender or alleged offender is present shall take the appropriate measures under its national law so as to ensure that person's presence for the purpose of prosecution.
3. Any person against whom the measures referred to in paragraph 2 are being taken shall be entitled to:
  - (a) communicate without delay with the nearest appropriate representative of the State of which that person is a national or which is otherwise entitled, to protect that person's rights or, if that person is a stateless person, the State in whose territory that person habitually resides;
  - (b) be visited by a representative of that State;



- (c) be assisted by a lawyer of his or her choice;
  - (d) be informed of his or her rights under sub-paragraphs (a), (b) and (c).
4. The rights referred to in paragraph 3 shall be exercised in conformity with the national law of the State in whose territory the offender or alleged offender is present; subject to the provision that the said laws must enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under paragraph 3 are intended.

## PART IV EXTRADITION

### Article 8

1. Subject to the provision of paragraphs 2 and 3 of this article, the States Parties shall undertake to extradite any person charged with or convicted of any terrorist act carried out on the territory of another State Party and whose extradition is requested by one of the States Parties in conformity with the rules and conditions provided for in this Convention or under extradition agreements between the States Parties and within the limits of their national laws.

2. Any State Party may, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, transmit to the Secretary General of the OAU the grounds on which extradition may not be granted and shall at the same time indicate the legal basis in its national legislation or international conventions to which it is a party which excludes such extradition. The Secretary General shall forward these grounds to the State Parties.

3. Extradition shall not be granted if final judgement has been passed by a component authority of the requested State upon the person in respect of the terrorist act or acts for which extradition is requested. Extradition may also be refused if the competent authority of the requested State has



decided either not to institute or terminate proceedings in respect of the same act or acts.

4. A State Party in whose territory an alleged offender is present shall be obliged, whether or not the offence was committed in its territory, to submit the case without undue delay to its component authorities for the purpose of prosecution if it does not extradite that person.

## **Article 9**

Each State Party undertakes to include as an extraditable offence any terrorist act as defined in Article 1, in any extradition treaty existing between any of the State Parties before or after the entry into force of this Convention.

## **Article 10**

Exchange of extradition requests between the States Parties to this Convention shall be effected directly either through diplomatic channels or other appropriate organs in the concerned States.

## **Article 11**

Extradition requests shall be in writing, and shall be accompanied in particular by the following:

(a) an original or authenticated copy of the sentence, warrant of arrest or any order or other judicial decision made, in accordance with the procedures laid down in the laws of the requesting State;

(a) a statement describing the offences for which extradition is being requested, indicating the date and place of its commission, the offence committed, any convictions made and a copy of the provisions of the applicable law; and



(b) as comprehensive a description as possible of the wanted person together with any other information which may assist in establishing the person's identity and nationality.

## **Article 12**

In urgent cases, the competent authority of the State making the extradition may, in writing, request that the State seized of the extradition request arrest the person in question provisionally. Such provisional arrest shall be for a reasonable period in accordance with the national law of the requested State.

## **Article 13**

1. Where a State Party receives several extradition requests from different States Parties in respect of the same suspect and for the same or different terrorist acts, it shall decide on these requests having regard to all the prevailing circumstances , particularly the possibility of subsequent extradition, the respective dates of receipt of the requests, and the degree of seriousness of the crime.

2. Upon agreeing to extradite, States Parties shall seize and transmit all funds and related materials purportedly used in the commission of the terrorist act to the requesting State as well as relevant incriminating evidence.

3. Such funds, incriminating evidence and related materials, upon confirmation of their use in the terrorist act by the requested State, shall be transmitted to the requesting State even if, for reasons of death or escape of the accused, the extradition in question cannot take place.

4. The provisions in paragraphs 1, 2 and 3 of this Article shall not affect the rights of any of the States Parties or bona fide third Parties regarding the materials or revenues mentioned above.



## PART V EXTRA-TERRITORIAL INVESTIGATIONS (COMMISSION ROGAROIRE) AND MUTUAL LEGAL ASSISTANCE

### Article 14

1. Any State Party may, while recognizing the sovereign rights of States Parties in matters of criminal investigation, request any other State Party to carry out, with its assistance and cooperation, on the latter's territory, criminal investigations related to any judicial proceedings concerning alleged terrorist acts and, in particular:

- (a) the examination of witnesses and transcripts of statements made as evidence;
- (b) the opening of judicial information;
- (c) the initiation of investigation processes;
- (d) the collection of documents and recordings or, in their absence, authenticated copies thereof;
- (e) conducting inspections and tracing of assets for evidentiary purposes;
- (f) executing searches and seizures; and
- (g) service of judicial documents.

### Article 15

A commission rogatoire may be refused:

- (a) where each of the States Parties has to execute a commission rogatoire relating to the same terrorist acts;



- (b) if that request may affect efforts to expose crimes, impede investigations or the indictment of the accused in the country requesting the commission rogatoire; or
- (c) if the execution of the request would affect the sovereignty of the requested State, its security or public order.

## **Article 16**

The extra-territorial investigation (commission rogatoire) shall be executed in compliance with the provisions of national laws of the requested State. The request for an extra-territorial investigation (commission rogatoire) relating to a terrorist act shall not be rejected on the grounds of the principle of confidentiality of bank operations or financial institutions, where applicable.

## **Article 17**

The States Parties shall extend to each other the best possible mutual police and judicial assistance for any investigation, criminal prosecution or extradition proceedings relating to the terrorist acts as set forth in this Convention.

## **Article 18**

The States Parties undertake to develop, if necessary, especially by concluding bilateral and multilateral agreements and arrangements, mutual legal assistance procedures aimed at facilitating and speeding up investigations and collecting evidence, as well as cooperation between law enforcement agencies in order to detect and prevent terrorist acts.



## PART VI FINAL PROVISIONS

### Article 19

1. This Convention shall be open to signature, ratification or accession by the Member States of the Organization of African Unity.
2. The instruments of ratification or accession to the present Convention shall be deposited with the Secretary General of Organization of African Unity.
3. The Secretary General of the Organization of African Unity shall inform Member States of the Organization of the deposit of each instrument of ratification or accession.
4. No State Party may enter a reservation which is incompatible with the object and purposes of this Convention.
5. No State Party may withdraw from this Convention except on the basis of a written request addressed to the Secretary General of the Organization of African Unity. The withdrawal shall take effect six months after the date of receipt of the written request by the Secretary General of the Organization of African Unity.

### Article 20

1. This Convention shall enter into force thirty days after the deposit of the fifteenth instrument of ratification with the Secretary General of the Organization of African Unity.
2. For each of the States that shall ratify or accede to this Convention shall enter into force thirty days after the date of the deposit by that State Party of its instrument of ratification or accession.



## Article 21

1. Special protocols or agreements may, if necessary, supplement the provisions of this Convention.
2. This Convention may be amended if a State Party makes a written request to that effect to the Secretary General of the Organization of African Unity. The Assembly of Heads of State and Government may only consider the proposed amendment after all the States Parties have been duly informed of it at least three months in advance.
3. The amendment shall be approved by a simple majority of the State Parties. It shall come into force for each State which has accepted it in accordance with its constitutional procedures three months after the Secretary General has received notice of the acceptance.

## Article 22

1. Nothing in this Convention shall be interpreted as derogating from the general principles of international law, in particular the principles of international humanitarian law, as well as the African Charter on Human and Peoples' Rights.
2. Any dispute that may arise between the States Parties regarding the interpretation or application of this Convention shall be amicably settled by direct agreement between them. Failing such settlement, any one of the State Parties may refer the dispute to the International Court of Justice in conformity with the Statute of the Court or by arbitration by other States Parties to this Convention.

## Article 23

The original of this Convention, of which the Arabic, English, French and Portuguese texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary General of the Organization of African Unity.



## ANNEX

### LIST OF INTERNATIONAL INSTRUMENTS

- (a) Tokyo Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft of 1963;
- (b) Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation of 1971 and the Protocol thereto of 1984;
- (c) New York Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents of 1973;
- (d) International Convention against the Taking of Hostages of 1979;
- (e) Convention on the Physical Protection of Nuclear Material of 1979;
- (f) United Nations Convention on the Law of the Sea of 1982;
- (g) Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, supplementary to the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation of 1988;
- (h) Protocol for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Fixed Platforms located on the Continental Shelf of 1988;
- (i) Convention for the Suppression of Unlawful Acts against Maritime Navigation of 1988;
- (j) Convention on the Marking of Plastic Explosives of 1991;
- (k) International Convention for the Suppression of Terrorist Explosive Bombs of 1997;
- l) Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction of 1997.



# African Journal



## ANNEXE II

### PLAN OF ACTION OF THE AFRICAN UNION HIGH-LEVEL INTER-GOVERNMENTAL MEETING ON THE PREVENTION AND COMBATING OF TERRORISM IN AFRICA (2002)

#### PLAN OF ACTION OF THE AFRICAN UNION FOR THE PREVENTION AND COMBATING OF TERRORISM

##### I. PREAMBLE

1. Member States of the African Union have long espoused the need to counter terrorism at both the individual and collective levels. This concern led to the adoption of the Convention on the Prevention and Combating of Terrorism by the 35th Assembly of Heads of State and Government of the Organization of African Unity in Algiers in July 1999.
2. In the Dakar Declaration against Terrorism, adopted by the African Summit of October 2001, Member States reaffirmed their unequivocal rejection of terrorism. The Declaration recognized the destructive effects of terrorism, and the obstacle it poses to development and stability on the African Continent.
3. Eradicating terrorism requires a firm commitment by Member States to pursue common objectives. These include: exchange of information among Member States on the activities and movements of terrorist groups in Africa; mutual legal assistance; exchange of research and expertise; and the mobilization of technical assistance and cooperation, both within Africa and internationally, to upgrade the scientific, technical and operational capacity of Member States.
4. Joint action must be taken at the inter-governmental level. This includes: coordinating border surveillance to stem illegal cross-border movement of goods and persons; developing and strengthening border control-points; and combating the illicit import, export and stockpiling of arms, ammunition



and explosives. These actions would assist in curbing terrorist networks' access to Africa. Informal and illegal channels for the transfer of funds and goods used to finance and support terrorism must be closed.

5. The concerted response reflected in this Plan of Action is situated in the context of the provisions contained in the Constitutive Act establishing the African Union, particularly the principles enunciated in Article 4, and in the operationalization of the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) and the Conference on Security, Stability, Development and Co-operation in Africa (CSSDCA).

6. Severe conditions of poverty and deprivation experienced by large sections of the African population provide a fertile breeding ground for terrorist extremism. Few African governments are in a position, on their own, to marshal the requisite resources to combat this threat. Pooling resources, therefore, is essential to ensure the effectiveness of counter-terrorism measures.

7. Terrorism is a violent form of transnational crime that exploits the limits of the territorial jurisdiction of States, differences in governance systems and judicial procedures, porous borders, and the existence of informal and illegal trade and financing networks.

8. The implementation of the Algiers Convention is urgent, given Africa's vital role in the global struggle against terrorism, and its international legal obligations in terms of the United Nations Security Council Resolution 1373.

9. This Plan of Action is intended to give concrete expression to these commitments and obligations, to enhance and promote African countries' access to appropriate counter-terrorism resources through a range of measures establishing a counter-terrorism co-operation framework in Africa. To this end, Member States of the African Union hereby agree



to take the measures detailed hereunder, in the spirit of the Constitutive Act of the African Union, particularly Articles 9(e) and 23(2) thereof, on monitoring implementation of the policies and decisions of the Union.

## II. GENERAL PROVISIONS

10. Member States undertake to:

- a. sign, ratify and fully implement the Algiers Convention on the Prevention and Combating of Terrorism and, where necessary, seek the assistance of other Member States or the international community to amend national legislation so as to align such legislation with the provisions of this Convention;
- b. sign, ratify and fully implement all relevant international instruments concerning terrorism and, where necessary, seek assistance for amendments to national legislation so as to comply with the provisions of these instruments;
- c. encourage interaction amongst various institutional players engaged in counter-terrorism and terrorism prevention activities, namely: legislative authorities; security forces; judicial authorities; financial authorities; investigative authorities, police, border surveillance and customs authorities; the military; civil protection services etc.;
- d. take into consideration the intimate relationship between terrorism and related scourges such as drug trafficking, illicit proliferation and trafficking of small arms and light weapons, corruption and money laundering – all of which are variants of transnational organized crime; and
- e. promote policies aimed at addressing the root causes of terrorism, in particular poverty, deprivation and marginalization. To this end, steps should be taken for the speedy establishment of the World Solidarity Fund referred to in UN General Assembly Resolution 55/210 adopted on 20



December 2001, and the decisions of the World Summit on Sustainable Development held in Johannesburg from 26 August to 4 September 2002.

### **III. SPECIFIC PROVISIONS**

#### **A. Police and Border Control**

11. Member States undertake to:

- b. enhance border control and surveillance, as well as the necessary means to prevent the forgery and falsification of travel and identity documents;
- c. ensure that identity documents contain advanced security features that protect them against forgery;
- d. issue machine-readable travel documents that contain security features which protect them against forgery;
- e. keep a Passport Stoplist containing information of individuals whose applications would require special attention or who may not be issued with travel documents;
- f. check applications against the Passport Stoplist and the population register before the document is issued;
- g. develop and upgrade the regulations governing border control and security procedures including land, sea and air exit and entry points so as to curb infiltration and promote co-operation among police agencies having due regard for relevant provisions of relevant regional and continental agreements on the free movement of persons and goods;
- h. computerize all points of entry in order to monitor the arrival and departure of all individuals;



- i. inspect all passports for authenticity, acceptability and prior endorsement;
- j. provide regular training to immigration officials with regard to the profiling of travelers and the verification of the authenticity of documents;
- b. ensure that an asylum seeker is not involved, directly or indirectly, in terrorism related activities prior to granting asylum to the concerned person; and
- c. expedite the finalization and adoption of the draft Convention on Extradition and the draft Convention on Mutual Legal Assistance.

## B. Legislative and Judicial Measures

### 12. Member States undertake to:

- a. amend, where necessary, national laws relating to bail and other criminal procedural issues so as to give effect to the requirements of expeditious investigation and prosecution of those involved directly or indirectly in the crime of terrorism. These measures should include issues such as the protection of witnesses, access to dockets and information, and special arrangements on detention and access to hearings;
- b. harmonize the standards and procedures regarding proof for terrorism-related crimes;
- c. promote specialized training and reinforce the capacities of the judiciary;
- d. harmonize legal frameworks pertaining to the prevention and combating of terrorism;



- e. improve knowledge of the legal institutions of Member States, such as the judiciary and the different levels of jurisdiction, and facilitate access to these institutions within the framework of official proceedings initiated by Member States;
- f. conclude extradition and mutual legal assistance agreements, where necessary, and adopt the legislation that would enable Member States to cooperate effectively;
- g. identify, if need be, the national authorities for processing extradition and mutual legal assistance requests and, where necessary, establish mechanisms to ensure coordination between competent national authorities in this regard;
- h. review existing extradition and mutual legal assistance legislation, and adapt such legislation with a view to ensuring effective and expeditious handling of extradition and mutual legal assistance requests;
- i. simplify and streamline extradition and mutual legal assistance procedures, including the provision of sufficient information to the concerned States, to enable extradition and mutual legal assistance, as well as explore new arrangements for the transfer of criminal proceedings;
- j. give effect to the principle of systematic extradition to the State where the terrorist act has been perpetrated and ensure, in conformity with international law, that claims of political motivation are not recognized as grounds for refusing requests for the extradition of persons directly or indirectly involved in the commission of terrorist acts. If a Member State does not extradite an alleged terrorist, it should take measures to prosecute the person so accused;
- k. make provision in the national laws of Member States, for the establishment of jurisdiction over persons accused of terrorist acts, in conformity with relevant international obligations;



- b. for purposes of criminal responsibility, place the mastermind, the apologist, the accomplice, the instigator and the sponsor of a terrorist act on the same pedestal as the perpetrator of such an act;
- c. describe, in national legislation, a terrorist act as a particularly serious crime, and establish levels of punishment proportionate to the gravity of such acts; and
- d. take adequate measures to prevent and outlaw the printing, publication and dissemination, by one or several persons residing on the territory of any Member State, of news items and press releases initiated by apologists of terrorist acts which are prejudicial to the interest and security of any other Member State.

## C. Suppressing the Financing of Terrorism

### 13. Member States undertake to:

- a. operationalize the International Convention for the Suppression of the Financing of Terrorism (1999), which criminalizes the act of financing terrorism and makes it mandatory to take all measures to detect, identify and freeze or seize any funds used or allocated for the purpose of committing terrorist acts;
- b. carry out a stringent control of funds belonging to individuals, enterprises or organizations suspected of financing terrorist groups. Make it mandatory for financial institutions and other business entities to alert competent authorities in the event of movements of capital suspected of being linked to terrorism;
- c. introduce legislation to criminalize the financing of terrorism and money laundering;



- d. ensure that financial institutions in Africa take reasonable measures to obtain information about the true identity of the person or institution on whose behalf an account is opened or being operated;
- e. put an end to the keeping of anonymous accounts or accounts in obviously fictitious names. Financial institutions should be required to identify such accounts, on the basis of official or reliable identifying documents, and record the identity of their clients, either occasional or casual, when establishing business relations or conducting fiduciary transactions, renting safe deposit boxes or performing large cash transactions;
- f. regulate the public collection of funds and ensure that the proceeds are not used to finance terrorism;
- g. confiscate movable and immovable assets intended for the financing of terrorist acts, and which may give shelter to terrorist groups and elements, and access to their support networks;
- h. establish financial intelligence units in Member States in accordance with the recommendations of international financial institutions and, where necessary, seek bilateral, regional or international assistance;
- i. train personnel in charge of preventing and combating money laundering, with international technical assistance where necessary; and
- j. cooperate with International Financial Institutions for the development of a global, comprehensive, Anti-Money Laundering and Combating the Financing of Terrorism (AML/CFT) methodology and assessment process.



## D. Exchange of Information

14. Member States undertake to:

- b. enhance exchange of information and intelligence on:
  - i. the activities and criminal acts of terrorist groups as well as their regroupement and training camps; their means and sources of finance; the weapons, types of arms, ammunitions and explosives used, and other attack, massacre and destruction devices; and
  - ii. the communication and propaganda devices used by terrorist groups, their methods of work and means of travel as well as travel documents used, and steps that should be taken to counter the falsification and forgery of identity and travel documents.
- c. enhance intelligence exchange, training and capacitybuilding (with the assistance of INTERPOL), including basic and improved specialized training for staff in charge of combating terrorism;
- d. identify individuals, groups and entities engaged in terrorist activities, including those who encourage and support such individuals, groups or entities financially or by other means, and take action under appropriate national laws against such individuals, groups and entities;
- e. share lessons learnt and experience gained on counterterrorist tactics;
- f. establish a common Terrorism Activity Reporting (TAR) schedule as data collection instrument on names of identified organizations, persons, places and resources by Member States. The TAR should then provide the source information to the content of an AU database that shall provide timely exchange of information, experience and lessons learnt on counter terrorism tactics over a secured electronic network\*;



- g. facilitate exchange of experience and lessons learnt on counter-terrorism tactics, including evaluation of emergency communication and response systems;
- h. establish or develop anti-terrorist units and provide them with access to specific equipment and the requisite training to enhance the efficiency of their counter-terrorism units, particularly in matters of intervention, protection and detection;
- i. establish a register within the Departments, responsible for processing travel documents, to ensure that such documents are only issued to those persons entitled thereto; and
- j. encourage access to specialized training and capacitybuilding in counter-terrorism operations relying on the resources available in Africa and internationally.

## E. Coordination at Regional, Continental and International Levels

### 15. Member States undertake to:

- b. establish contact points at regional level to follow-up and liaise on matters relating to implementation of the Plan of Action; and
- c. prepare model legislation and guidelines to assist Member States to adapt their legislation to the provisions of the relevant African Union and international instruments.

## F. Role of the Peace and Security Council (PSC)

### 16. Under Article 7 of the Protocol relating to the Establishment of the Peace and Security Council of the African Union, the Peace and Security Council is charged to, among other things, ensure the implementation



of the Convention on the Prevention and Combating of Terrorism and other relevant international, continental and regional conventions and instruments, and harmonize and coordinate efforts at regional and continental levels to combat international terrorism. It is understood that pending the entry into force of the Peace and Security Council the Central Organ shall assume responsibilities for all matters relating to terrorism. The Peace and Security Council shall:

- b. prepare, publicize and regularly review a list of persons, groups and entities involved in terrorist acts. The list shall be drawn up on the basis of precise information or material proof from Member States and other sources that indicate that a decision has been taken by a competent authority in respect of the persons, groups and entities concerned. To this end, the Council shall make appropriate contacts with Member States as well as non-Member States on all matters relating to terrorism and the activities of terrorist groups;
- c. request all Member States, on an annual basis, to report on the steps taken to prevent and combat terrorism and, where appropriate, on the implementation of the Algiers Convention;
- d. present an annual report to the Assembly of the Union on the situation in the continent as far as terrorism is concerned; and
- e. monitor and make recommendations on the implementation of this Plan of Action.

## G. Role of the Commission

17. The Commissioner in charge of Peace and Security shall be entrusted with the task of following-up on terrorist related matters, as provided for under the Statutes of the Commission of the African Union.



18. The Commissioner, who will be assisted by professional staff, shall, inter alia:

- b. examine the reports submitted by Member States in relation to paragraph 16.b. of the Plan of Action;
- c. review and make recommendations to update the Plan of Action;
- d. provide advice on matters pertaining to counter-terrorism action including preparation of model legislation and guidelines to assist Member States; and
- e. follow-up with Member States and any other States on decisions taken by the Peace and Security Council and other organs of the Union on terrorism and activities of terrorist groups.

#### H. African Center for the Study and Research on Terrorism

19. Member States undertake to establish an African Center for Study and Research on Terrorism in Algiers, Algeria.

20. The African Center for the Study and Research on Terrorism shall serve to centralize information, studies and analyses on terrorism and terrorist groups and develop training programs by organizing, with the assistance of international partners, training schedules, meetings, and symposia.

21. Member States request the Commission to submit proposals on the modalities for the establishment of the Center, including the financial aspects.

\*\*\*



## ANNEXE III

### **PROTOCOLE A LA CONVENTION DE L'OUA SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME (2004)**

### **PROTOCOLE A LA CONVENTION DE L'OUA SUR LA PREVENTION ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME**

Nous les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union africaine:

**Gravement préoccupés** par le développement d'actes terroristes dans le monde, y compris en Afrique et par les risques croissants des liens entre le terrorisme, le mercenariat et les armes de destruction massive, le trafic des drogues, la corruption, la criminalité transnationale, le blanchiment de l'argent et la prolifération illicite des armes légères ;

**Décidés** à combattre le terrorisme sous toutes ses formes et toutes ses manifestations ainsi que tout soutien au terrorisme en Afrique;

**Conscients** de la capacité des auteurs des actes terroristes à utiliser la technologie et les systèmes de communication de pointe pour organiser et perpétrer leurs actes terroristes ;

**Ayant à l'esprit** que les causes profondes du terrorisme sont complexes et qu'il faut les combattre d'une manière globale ;

Convaincus que les actes terroristes ne peuvent être justifiés dans aucune circonstance ;

**Décidés** à assurer la participation active, la coopération et la coordination de l'Afrique avec la communauté internationale dans sa détermination à combattre et éradiquer le terrorisme ;



**Guidés** par les principes et règles énoncés dans les conventions internationales et les décisions pertinentes de l'Organisation des Nations unies relatives à la prévention et à la lutte contre le terrorisme, notamment la résolution 1373 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 28 septembre 2001 et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ;

**Réaffirmant** notre engagement vis-à-vis de la Convention de l'OUA sur l'élimination du mercenariat en Afrique, adoptée à Libreville, Gabon, en juillet 1977 ;

**Réaffirmant** notre attachement au code de conduite pour les relations interafricaines adoptées par la trentième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), tenue à Tunis, Tunisie, du 13 au 15 juin 1994 ;

**Réaffirmant** notre engagement vis-à-vis de la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le Terrorisme adoptée par le 35ème Sommet de l'OUA à Alger, Algérie, en juillet 1999 ;

**Rappelant** la Déclaration de Dakar contre le terrorisme adoptée par le Sommet africain réuni à Dakar, Sénégal, en octobre 2001 ;

**Rappelant en outre** le Plan d'action pour la Prévention et la lutte contre le terrorisme adopté par la réunion intergouvernementale de haut niveau des Etats membres de l'Union africaine tenue à Alger, Algérie, en septembre 2002 ;

**Considérant** l'Acte constitutif de l'Union africaine et le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine adopté par le Sommet inaugural de l'Union africaine à Durban (Afrique du Sud) en juillet 2002 ;



**Réitant** notre conviction que le terrorisme constitue une grave violation des droits de l'homme et une menace pour la paix, la sécurité, le développement, et la démocratie ;

**Soulignant** la nécessité impérieuse pour tous les Etats membres de l'Union africaine de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger leurs populations contre les actes de terrorisme et de mettre en oeuvre tous les instruments continentaux et internationaux relatifs au droit humanitaire et aux droits de l'homme ;

**Désireux** d'assurer la mise en oeuvre effective de la Convention de l'OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme ; et

**Sommes convenus de ce qui suit :**

## **Article Premier**

### **DEFINITIONS**

1. « **Acte terroriste** » signifie tout acte défini à l'article premier et à l'article 3 de la Convention ;
2. « **Armes de destruction massive** » signifie les dispositifs et explosifs biologiques, chimiques et nucléaires et leurs vecteurs;
3. « **Commission** » signifie la Commission de l'Union africaine ;
4. « **Commissaire** » signifie le Commissaire chargé des questions de paix et de sécurité à la Commission de l'Union africaine ;
5. « **Conférence** » signifie la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union africaine ;
6. « **Conseil de paix et de sécurité (CPS)** » signifie le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ;
7. « **Convention** » signifie la Convention de l'OUA sur la Prévention et la lutte contre le terrorisme adoptée par le 35ème Sommet de l'OUA à Alger, en juillet 1999 ;
8. « **Etat membre** » signifie tout Etat membre de l'Union africaine ;



9. « **Etat partie** » signifie tout Etat membre de l’Union africaine qui a ratifié ou adhéré au présent Protocole ;
10. « **Mécanismes régionaux** » signifie les mécanismes régionaux africains de prévention, de gestion et de règlement des conflits, créés par les communautés économiques régionales ;
11. « **Plan d’action** » signifie le Plan d’action sur la prévention et la lutte contre le terrorisme en Afrique ;
12. « **Président** » signifie le Président de l’Union africaine ;
13. « **Protocole** » signifie le présent Protocole à la Convention ;
14. « **Union** » signifie l’Union africaine.

## Article 2

### OBJET

1. Le présent Protocole est établi conformément à l’article 21 de la Convention, à l’effet de compléter la Convention ;
2. Il a pour objectif principal de renforcer la mise en oeuvre efficace de la Convention et de donner effet à l’article 3 (d) du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l’Union africaine, sur la nécessité de coordonner et d’harmoniser les efforts du continent dans la prévention et la lutte contre le terrorisme dans tous ses aspects ainsi que sur la mise en oeuvre des autres instruments internationaux pertinents.

## Article 3

### ENGAGEMENT DES ETATS PARTIES

1. Les Etats parties s’engagent à mettre intégralement en oeuvre les dispositions de la Convention. Ils s’engagent également, entre autres, à :
  - a) Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les droits fondamentaux de leurs populations contre tous les actes terroristes ;



- b) Empêcher l'entrée et la formation de groupes terroristes sur leur territoire ;
- c) Identifier, détecter, confisquer, geler ou saisir tous fonds et avoirs utilisés ou alloués aux fins de perpétrer un acte terroriste et créer un mécanisme pour utiliser de tels fonds pour indemniser les victimes d'actes terroristes ou leurs familles ;
- d) Créer des points focaux nationaux afin de faciliter l'échange rapides des informations sur les groupes et les activités terroristes aux niveaux régional, continental et international, y compris la coopération entre les Etats en vue de mettre fin au financement du terrorisme ;
- e) Prendre les mesures appropriées contre les auteurs d'actes de mercenariat, tels que définis dans la Convention de l'OUA pour l'élimination du mercenariat en Afrique adoptée en 1977 à Libreville, et autres instruments internationaux pertinents applicables ;
- f) Renforcer les mesures prises aux niveaux national et régional conformément aux conventions et traités continentaux et internationaux pertinents pour empêcher les auteurs d'actes terroristes d'acquérir des armes de destruction massive ;
- g) Coopérer avec la communauté internationale dans la mise en œuvre des instruments internationaux concernant les armes de destruction massive ;
- h) Soumettre, sur une base annuelle ou à des intervalles réguliers déterminés par le Conseil de paix et de sécurité, des rapports au Conseil de paix et de sécurité sur la mise en œuvre de mesures de prévention et de lutte contre le terrorisme, telles que préconisées dans la Convention, le plan d'action de l'Union africaine et le présent Protocole;
- i) Saisir immédiatement le Conseil de paix et de sécurité de tous les actes terroristes perpétrés sur leur territoire ;



j) Etre parties à tous les instruments juridiques continentaux et internationaux sur la prévention et la lutte contre le terrorisme ; et

k) Bannir la torture et autres traitements dégradants et inhumains, y compris le traitement discriminatoire et raciste à l'égard des terroristes présumés, qui ne sont pas conformes au droit international.

2. Les Etats parties appliquent les dispositions du paragraphe 1 cidessus sur la base des conventions et traités africains et internationaux pertinents, conformément à l'article 22 de la Convention.

## Article 4

### MECANISME DE MISE EN OEVRE

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) est chargé de l'harmonisation et de la coordination au niveau continental, des efforts de prévention et de lutte contre le terrorisme. Le Conseil de paix et de sécurité:

- a) met en place un système opérationnel de collecte, de traitement et de diffusion de l'information ;
- b) met en place des mécanismes pour faciliter l'échange entre les Etats parties d'informations sur les tendances des actes terroristes et les activités des groupes terroristes et sur les meilleures pratiques en matière de lutte contre le terrorisme ;
- c) présente à la Conférence de l'Union un rapport annuel sur la situation du continent en ce qui concerne le terrorisme ;
- d) suit, évalue et fait des recommandations sur la mise en oeuvre du Plan d'action et des programmes adoptés par l'Union africaine ;



- e) examine tous les rapports soumis par les Etats membres sur la mise en oeuvre des dispositions du présent Protocole ; et
- f) établit un réseau d'information avec des points focaux nationaux, régionaux et internationaux sur le terrorisme.

## Article 5

### ROLE DE LA COMMISSION

1. Sous la direction du Président de la Commission et conformément à l'article 10, paragraphe 4 du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité, le Commissaire en charge de la paix et de la sécurité est responsable du suivi des questions liées à la prévention et à la lutte contre le terrorisme.
2. Le Commissaire est assisté de l'unité créée au sein du département de la paix et de la sécurité de la Commission et du centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme. Il a pour tâche, entre autres, de :
  - a) fournir l'assistance technique concernant les questions juridiques et l'application de la loi, y compris les questions relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, la préparation de législation et de lignes directrices types afin d'aider les Etats membres à formuler des législations et autres mesures connexes de prévention et de lutte contre le terrorisme ;
  - b) suivre, avec les Etats membres et les Mécanismes régionaux, la mise en oeuvre des décisions prises par le CPS et d'autres Organes de l'Union sur les questions liées au terrorisme ;
  - c) revoir et faire des recommandations sur la mise à jour des programmes sur la prévention et la lutte contre le terrorisme de l'Union et sur les activités du Centre d'études et de recherche sur le terrorisme ;



- d) créer et tenir une base de données sur une variété de questions relatives au terrorisme, notamment les experts et l'assistance technique disponibles ;
- e) maintenir des contacts avec les organisations ou entités régionales et internationales s'occupant des questions liées au terrorisme ; et
- f) fournir des conseils et faire des recommandations aux Etats membres, selon leurs besoins, sur les modalités de mobiliser l'assistance technique et financière pour la mise en oeuvre des mesures continentales et internationales contre le terrorisme.

## Article 6

### ROLE DES MECANISMES REGIONAUX

Les Mécanismes régionaux jouent un rôle complémentaire dans la mise en oeuvre du présent Protocole et de la Convention. Ils entreprennent, entre autres, les activités suivantes :

- a) créer au niveau régional des points de contact sur le terrorisme ;
- b) assurer la liaison avec la Commission dans l'élaboration des mesures de prévention et de lutte contre le terrorisme ;
- c) promouvoir la coopération régionale dans la mise en oeuvre de tous les aspects du présent Protocole et de la Convention, conformément à l'article 4 de la Convention ;
- d) harmoniser et coordonner les mesures nationales de prévention et de lutte contre le terrorisme dans leurs régions respectives ;
- e) mettre en place les modalités de partage de l'information concernant les activités des auteurs des actes terroristes et les meilleures pratiques en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme ;



f) aider les Etats membres à mettre en oeuvre les instruments régionaux, continentaux et internationaux de prévention et de lutte contre le terrorisme ; et  
g) faire régulièrement rapport à la Commission sur les mesures de prévention et de lutte contre le terrorisme prises au niveau régional.

## Article 7

### REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Tout différend entre Etats parties né de l’interprétation ou de l’application des dispositions du présent Protocole est réglé à l’amiable, par voie de consultations directes entre les Etats parties concernés.

2. A défaut d’un règlement du différend en vertu de l’alinéa 1 cidessus, tout Etat partie peut référer le différend à la Conférence par le biais du Président, en attendant la mise en place effective de la Cour de justice de l’Union africaine qui a la compétence de régler le différend.

3. Au cas où un des Etats parties ou les deux ne sont pas membres de la Cour de Justice de l’Union africaine, cet Etat partie ou les deux peuvent saisir la Cour internationale de Justice pour un règlement, conformément aux Statuts de ladite Cour.

## Article 8

### EXTRADITION

1. La Convention constitue une base juridique adéquate d’extradition pour les Etats Parties non liés par d’autres arrangements d’extradition ;

2. Lorsqu’un différend oppose des Etats parties au sujet de l’interprétation ou l’application de toute modalité ou de tout accord d’extradition bilatéral existant, les dispositions de la Convention prévalent en ce qui concerne l’extradition.



## Article 9

### SIGNATURE, RATIFICATION ET ADHESION

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature, à la ratification ou à l'adhésion des Etats membres de l'Union, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2. La ratification ou l'adhésion au présent Protocole nécessite la ratification ou l'adhésion préalable à la Convention par les Etats membres concernés.

## Article 10

### ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Protocole entre en vigueur trente (30) jours après le dépôt du quinzième (15ème) instrument de ratification ou d'adhésion.

## Article 11

### AMENDEMENTS

1. Tout Etat partie peut proposer des amendements au présent Protocole en adressant une demande écrite à la Commission, qui communique copies des propositions d'amendement à tous les Etats parties.

2. Les propositions d'amendement sont approuvées à la majorité simple des Etats parties.

3. Les amendements approuvés entrent en vigueur pour les Etats parties qui les ont acceptés, conformément à leurs procédures constitutionnelles, trois (3) mois après la réception par le Président de la Commission de l'avis d'acceptation.



## Article 12

### **DEPOSITAIRE**

Le présent Protocole et tous les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Président de la Commission, qui transmet des copies certifiées conformes à tous les Etats membres et leur notifie les dates de dépôt des instruments de ratification par les Etats membres. Le Président de la Commission enregistre le présent Protocole auprès des Nations unies et auprès de toute autre organisation, tel que décidé par l'Union.

***ADOpte par la troisieme session ordinaire de la  
conference de l'union africaine.  
ADDIS-ABEBA, LE 8 JUILLET 2004***



# African Journal



## ANNEXE IV

### MODALITIES FOR THE FUNCTIONING OF THE AFRICAN CENTRE FOR THE STUDY AND RESEARCH ON TERRORISM (ACSRT) (2006)

#### MODALITIES FOR THE FUNCTIONING OF THE AFRICAN CENTRE FOR THE STUDY AND RESEARCH ON TERRORISM (ACSRT)

##### I. ESTABLISHMENT

1. The African Centre for the Study and Research on Terrorism (hereinafter referred to as the Centre) is established as constituted under Section H, Paragraphs 19 to 21 of the AU Plan of Action on the Prevention and Combating of Terrorism and pursuant to the relevant decisions adopted by the policy Organs of the Union including in particular, Assembly/AU/Dec.15 (II); EX.CL/Dec.13 (II); EX/CL/Dec.82 (IV); and EX/CL/Dec.126 (V).
2. The Centre is established as a structure of the Commission, in conformity with the Protocol to the OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism, which confer on the Peace and Security Council of the African Union, the responsibility for implementing regional, continental and international counter-terrorism instruments as well as harmonize and coordinate continental efforts in the prevention and combating of terrorism.

##### II. HEADQUARTERS

The Headquarters of the Centre shall be in Algiers, Algeria. The African Union shall enter into a Host Agreement with the host country based on the practice and principles of the African Union and the international rules governing such agreements.



### **III. OPERATIONAL STATUS**

1. The Centre shall:

- i) be a structure of the Commission of the African Union, to strengthen the capacity of the Union to deal with issues relating to the prevention and combating of Terrorism. It shall function as a research centre of excellence in matters concerning the prevention and combating of terrorism in Africa;
- ii) serve the interest of the African Union, in providing expertise in matters relating to the prevention and combating of terrorism in Africa;
- iii) be guided by the objectives and principles enshrined in the Constitutive Act of the African Union, the Protocol Relating to the Establishment of the Peace and Security Council of the African Union, the OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism and its Protocol thereto, and the Plan of Action adopted in September 2002, and other relevant instruments and decisions of the Union, as well as the Charter of the United Nations, and other relevant international legal instruments that African countries have acceded to;
- iv) function in coordination with National Focal Points designated by Member States;
- v) develop its curriculum, programme of activities and budget for each year, in consultation with the National Focal points.

### **IV. PURPOSE**

The purpose of the Centre is to contribute to and strengthen the capacity of the African Union in the prevention and combating of terrorism in Africa, with the ultimate objective of eliminating the threat posed by terrorism to peace, security, stability and development in Africa. To this end, the Centre shall serve to collect and centralize information, studies and analyses on



terrorism and terrorist groups and develop training programs by organizing, with the assistance of international partners, training schedules, meetings and symposia.

## V. FUNCTIONS

1. Pursuant to the purpose stated in Section IV above, the functions of the Centre shall be to:
  - i) assist Member States of the African Union in developing strategies for the prevention and combating of terrorism;
  - ii) establish operating procedures for information gathering, processing and dissemination;
  - iii) provide technical and expert advice on the implementation of the African Union counter-terrorism regimes, in particular, the 1999 OAU Convention and its Protocol thereto, the Plan of Action on the Prevention and Combating of Terrorism, as well as on the updating and strengthening of policies and programmes of the Union relating to counter-terrorism;
  - iv) develop and maintain a database on a range of issues relating to the prevention and combating of terrorism, particularly on terrorist groups and their activities in Africa, as well as on experts and technical assistance available. Such a database as well as analyses shall be accessible by all Member States of the Union;
  - v) promote the coordination and standardization of efforts aimed at enhancing the capacity of Member States to prevent and combat terrorism;
  - vi) initiate and disseminate research studies and policy analyses periodically to sensitize Member States, based on the current trends, and/or on the demand of Member State(s). The Centre shall publish, periodically its research and analyses, in an «African Journal for the Prevention and Combating of Terrorism»;



- vii) develop cooperation and assistance programmes with similar and/or interested institutions at the national, regional, continental and international levels, in the areas of research, information gathering and analyses on issues relating to the prevention and combating of terrorism;
- viii) undertake research and converging studies on other global security problems with links to terrorism, which pose a threat to peace and security in Africa;
- ix) develop capacity for early warning to encourage early response, integrating the concept of Preventive Management of Crisis;
- x) provide technical and expert advice on how best Africa can contribute in a more meaningful way to the international campaign against terrorism, particularly the implementation of relevant international instruments by Member States of the African Union;
- xi) undertake studies and make recommendations on strengthening and standardization of legal norms and cooperation in matters of information-sharing among Member States, mutual assistance, extradition, police and border control (including land, maritime and air) in Africa;
- xii) conduct studies and analyses on the best strategies and methods for suppressing the financing of terrorism; xiii) organize workshops, seminars, symposia and training programs for enhancing the capacity of Member States and Regional Mechanisms in the prevention and combating of terrorism in Africa;
- xiv) submit annual reports on its activities to the Chairperson of the Commission, for consideration by the policy Organs of the Union. The annual report shall include a financial statement on the activities undertaken in the previous year and the budget of activities envisaged for the next fiscal year.



2. The Centre may also carry out such duties as may be assigned to it by the Commission of the African Union or the Peace and Security Council, on matters relating to the prevention and combating of terrorism in Africa.

## **VI. CONDUCT OF BUSINESS**

1. Given the sensitive nature of the issues the Centre will be dealing with, and in order to safeguard its credibility, the Centre shall:

- i) maintain a degree of confidentiality and tight security procedures, in the collection and dissemination of information and data on terrorism;
- ii) ensure that the information it publishes or disseminates is reliable and verifiable;
- iii) be guided by the academic and ethical code of conduct for research and analysis;
- iv) organize regularly, symposia, at the level of all Member States to raise awareness, address the prevailing challenges, and to promote efforts aimed at preventing and combating terrorism in Africa.

## **VII. COMPOSITION & STRUCTURE**

1. The Centre shall be headed by a Director. The Director shall report to the Chairperson of the Commission through the Commissioner for Peace and Security. The Commission shall work out a detailed Organigram and structure of the Centre for consideration and approval by the relevant policy Organs of the Union.

2. The Centre shall be equipped with a Library, technical/electronic equipment (hardware and software);

3. The Centre shall comprise of international and local staff. The recruitment of Staff of the Centre shall be governed by the rules and regulations of the Union.



4. The Director shall be assisted by an Advisory Board, appointed by the Chairperson of the Commission for one year renewable term. The composition of the Board shall include one (1) representative from each of the five regions and one (1) representative from each of the RECs, drawn from the Focal Points of the Centre, in consultation with Member States and the RECs as well as representatives from the Commission. The Board shall serve as a mechanism of the Commission for the periodic review and/or evaluation of the curriculum, programmes, budget and finance, and other operational and administrative aspects of the Centre for the purpose of ensuring the efficient performance of the Centre, in line with the rules and regulations of the Union. It shall, among others, perform the following functions:

- i) Review and assess the curriculum and programmes of the Centre to ensure that they are focused and practicable within a given timeframe, consistent with the mandate and functions of the Centre as contained in this Modalities, and up-to-date with prevailing trends on terrorism as well as meet the needs of Member States of the Union;
- ii) Review the structure and budget of the Centre vis-à-vis its activities and needs with the view to making recommendations to the policy Organs of the Union;
- iii) Make recommendations to the Chairperson of the Commission on how achieve the maximum performance of the Centre.

## **VIII. FUNDING**

1. Without Prejudice to the autonomy and status of the Centre as a structure of the Commission,
  - i) It shall be funded from the regular budget and Extra-budgetary sources of funding to be mobilized by the Commission;



ii) It shall prepare and submit its annual budget to the AU Commission for consideration and approval by the relevant policy Organs of the Union.

## **IX. CONDITIONS OF SERVICE**

The conditions of work and terms of Service, including remuneration of Staff of the Centre shall be based on the AU Staff Rules and Regulations.



# African Journal



## ANNEXE V

### INFORMATION SHEET THE AFRICAN CENTRE FOR THE STUDY AND RESEARCH ON TERRORISM ((ACSRT))

#### I. INTRODUCTION:

1. The African Centre for the Study and Research on Terrorism (ACSRT) was launched officially, pursuant to Section H, paragraphs 19 to 21 of the AU Plan of Action, by the AU Commission on the occasion of the Second High Level Intergovernmental Meeting on the Prevention and Combating of Terrorism in Africa, held from 13 to 14 October 2004. The Declaration adopted by the meeting underscores the significance of the ACSRT as an achievement in collective efforts in Africa to outlaw and eradicate the scourge of terrorism in Africa.<sup>1</sup>
2. The ACSRT, is established as a structure of the AU Commission, in conformity with the Protocol to the OAU Convention on the Prevention and Combating of Terrorism (2004), which confer on the Peace and Security Council of the African Union, the responsibility for implementing regional, continental and international counter-terrorism instruments as well as harmonizing and coordinating continental efforts in the prevention and combating of terrorism.<sup>2</sup>
3. The missions of the ACSRT are inspired by the OAU Convention (1999) and the AU Plan of Action (2002) and fit into the Spirit of the United Nations Security Council Resolution 1373 (2001). Integrating the concept of Preventive Management of Crisis to develop capacity for Early Warning encouraging early response, the Centre's missions are then to develop and maintain a database on a range of issues relating to the prevention and combating of terrorism, particularly on terrorist groups and their activities in Africa, as well as on experts and technical assistance available; to initiate and disseminate information, studies, assessments and analysis about terrorism in Africa; and to develop, with the support and cooperation

1 See the Declaration adopted by the Second High-Level Meeting, AU reference document, Mtg/HLIG/Conv. Terror/Decl. (II), available on the AU website at <[www.africa-union.org/terrorism/terrorism2.htm](http://www.africa-union.org/terrorism/terrorism2.htm)> (accessed on 10 July 2007).

2 The Protocol to the OAU convention of the Prevention and Combating of Terrorism (2004) also came to clarify the missions of the Centre in its article 5 paragraph 2.



of international partners, technical assistance programs for the benefit of Member State of the AU.<sup>3</sup>

4. Within the framework of its activities, and in order to accomplish its mandate, the Centre is designed to function in permanent and continuous relation with National Focal Points, representing the 53 Member States of the African Union as well as Regional Focal Points representing the Regional Economic Communities (RECs) as provided by the Modalities for the Functioning of Centre.<sup>4</sup> The need for Focal Points at the national and regional levels has been emphasized by the Counter-terrorism instruments of the continent exposed above. The Functioning Modalities of the Centre also call upon the Centre to develop cooperation and collaboration partnerships with internationals partners and international focal points.

## **II. CAPACITY BUILDING ACTIVITIES:**

5. For 2008-2009 the ACSRT has undertaken a number of activities for enhancing Counter-Terrorism capacities of AU Member States and Regional Mechanisms either through seminars and workshops for evaluating and assessing the threat of terrorism and vulnerabilities to terrorism and other related crimes, including identification of best practices and lessons learnt from an African Perspective, or through the technical training programs to the develop the technical capacities of AU Member States, through train-the-trainer programs.

6. Based on continuous interactions with its focal points, conclusions and recommendations of the activities it has thus lead, the Centre has identified capacity building priority areas that it intends to focus on during the second half of 2009. These programs are continuous in nature aiming to gradually and sustainably develop the counterterrorism capacities of AU Member States.

7. In terms of combating terror financing, the Centre has organized a number training programs for the development of the capacity of West

3 It is responsible for centralising information, studies of and analyses of terrorism and terrorist groups and related activities, as well as for developing training programmes by organising training schedules, meetings and symposia with the assistance of international partners. As a centre of excellence, it is envisaged to provide the AU with the necessary expertise for realising the AU's counter-terrorism objectives as well as translating the continental and international commitments of member states into concrete actions.



and North African Financial Intelligence Units (FIUs), being identified as a priority area in these regions. Furthermore, the AU Peace and Security Department and the Centre with the support of the UNODC and external consultants have finalized the draft African Model Law for Combating Terrorist Financing which will be presented to for adoption before year end. This will serve both as a template for those member states that have yet to develop such a legislation and also serve as a reference against which those member states that have adopted such a law to check that all their obligations called upon in the Universal CT Instruments are incorporated into the national law.

8. This was also the organization of the Third Meeting of Focal Points, 17-19 June 2009, ACSRT, Algiers, Algeria during which a Continental Threats and Vulnerabilities Assessment was presented including an overview of the Centre's findings regarding Technical Assistance needs of African Member States and Regions, in additional to an evaluation of the relationship between the Focal Points and the Centre as well as the Centre's future information System and relevant databases. The Meeting also saw the adoption of the strategic Plan of the ACSRT 2010-2013. The latter focuses on three Pillars.

Firstly, enhancing the Information Sharing and Dissemination through the Operationlization of the CT Situation Room and the CT Early Warning System (CTEWS), through a secured communications channels, and linkages with the AU CEWS including the finalization of the Centre's Terrorism and Counterterrorism Databases. The second pillar is the launching of a number of publications, including the establishment of an African Journal on Terrorism Studies. The third and final pillar is national and regional Capacity Building including the strengthening of the capacity of the Terrorism Focal Points.

<sup>4</sup> adopted by the Seventh Ordinary Session of the Executive Council of the African Union, held in Sirte, Libya, in July 2005



### **III. OPERATIOALIZATIO OF THE TERRORISM EARLY WARIG SYSTEM**

9. Significant progress has been achieved in the operationalization of the Terrorism Early Warning System. The ACSRT is in the final stages of acquisition of the database platform and the implementation of a secured communication Channel. As a starting point, the focal points have been established email addresses hosted in the mailing-server of the Centre.

10. The Centre is testing a number of productions and publications internally which it aims to start disseminating before year end to all designated focal points. It is also frequently updating its website on matter relating to its activities and those of the African Union.

11. It is also working on developing Standard Operating Procedures (SOPs), and preparing training programs for the development of analytical capacities of national and regional Focal Points, which will be complemented by the development of reference and operational Manuals.

### **IV. FOCAL POITS DESIGATIO**

12. Since its inauguration in 2004, the Centre has been active on so many fronts; the Centre has continued to reinforce its relations with African member States by the designation of National Focal Points. Today, the Centre has a network of 43 National Focal Points and 7 Regional Focal Points. During the year of 2008-2009, the Republic of Guinea Bissau and the Republic of Central Africa have designated their focal points. There are a number of AU member states that have yet to designate a focal point; these include Angola, Botswana, Cape Verde, Eretria, Liberia, Namibia, Tanzania, Sao-tome & Principe, Somalia, and Swaziland. These member states have been invited to designate focal points in order to benefit from the activities of the Centre and the equipment provided to Focal Points. The Centre saw during the same period an increased number of designations of International Focal Points<sup>5</sup>.



## V. COOPERATIO AD PARTERSHIPS

13. In terms of its continued cooperation with the UN Security Council Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (CTED), the Centre has conducted in 2009 focused Country visits to Burkina Faso, Mali and Senegal and a full fleshed mission to Libya.

During the second half of the year it will conduct a further mission to Ghana. These Country visits are conducted to Member States to monitor their implementation of Security Council resolution 1373 (2001) which includes legislative, operational and institutional measures UN Member States have to have in place to enhance their capacities in combating terrorism.<sup>6</sup>

14. The ACSRT is working closely with international and regional organizations and partners.

These partnerships were demonstrated through the organization of joint capacity building programs and exchanges of expertise. It has also developed close working relations with African Regional Economic Communities (RECs), existing on the Continent. Seven of them have already designated Focal Points. During 2008-2009 the Centre provided assistance in the preparation and took part in various activities held by the RECs, including acting as member of ICPAT Steering Committee and leading the GIABA working group “How to improve mechanism to detect, deter and disrupt money laundering and financing of insurgency and terrorism in Sahel Region.”

5 The following International partners have officially designated Focal Points: Austria, France, Germany, Italy, Japan, Korea, the Netherlands, Portugal, Spain and the United Kingdom. Indonesia, Poland, the Russian Federation and South Korea have expressed the wish to designate a National Focal Point.

6 For more information on the CTC and CTED activities see: <http://www.un.org/sc/ctc/>



# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal





# African Journal

# African Journal

